



Investir dans les populations rurales

RAPPORT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Quarante-neuvième session
Rome, 10–11 février 2026



Investir dans les populations rurales

Conseil des gouverneurs

Quarante-neuvième session

Rome, 10–11 février 2026

Rapport de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs

Cote du document: GC 49

Date: 5 juin 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

Table des matières

- Chapitre 1** Ouverture et travaux de la session
- Chapitre 2** Décisions prises par le Conseil des gouverneurs
- Chapitre 3** Comptes rendus analytiques
- Chapitre 4** Déclarations et allocutions spéciales
-
- Annexe I** [Ordre du jour](#) et [programme de la session](#)
- Annexe II** [Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session](#)
- Annexe III** Documentation numérique correspondant à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs – enregistrements vidéo de la [première journée](#) et de la deuxième journée (séances du [matin](#) et de l'[après-midi](#))
- Annexe IV** [Délégations à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs](#)
- Annexe V** [Liste des documents soumis à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs](#)
- Annexe VI** [Composition par pays de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA](#)

Les annexes peuvent être consultées en cliquant sur les liens ci-dessus.

Chapitre 1 Ouverture et travaux de la session

1. La quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA s'est tenue à Rome les 10 et 11 février 2026. La liste des participants figure à l'annexe IV.
2. Le Conseil a tenu au total quatre séances. Les comptes rendus analytiques de ces réunions constituent le chapitre 3.
3. Les enregistrements vidéo sont disponibles aux adresses suivantes: [première journée](#) et de la deuxième journée (séances du [matin](#) et de l'[après-midi](#)).

A. Ouverture de la session

4. Son Excellence M. Christophe Schiltz, président du Conseil des gouverneurs et Gouverneur du Grand-Duché de Luxembourg, a prononcé une allocution de bienvenue et ouvert la session.

B. Ordre du jour et documentation

5. Le Conseil des gouverneurs a adopté l'[ordre du jour](#) et pris note du [programme de la session](#). La liste des documents soumis à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs figure à l'annexe V, et les résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs sont indiquées à l'annexe II.

C. Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs

6. Conformément à l'article 12 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, les membres du Conseil ont procédé à un vote afin d'élire parmi eux les membres d'un nouveau Bureau, pour un mandat de deux ans. Les résultats de ce scrutin sont les suivants:

Présidence: Son Excellence M. Abubakar Kyari

Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
de la République fédérale du Nigéria

Vice-présidences:

Son Excellence M. Gabriel Mbairrobe

Ministre de l'agriculture et du développement rural
de la République du Cameroun

Son Excellence M. Christophe Schiltz

Ambassadeur et Représentant permanent
du Grand-Duché de Luxembourg

D. Discours liminaires

7. Son Excellence M. Abubakar Kyari a pris ses fonctions de président du Conseil des gouverneurs.
8. Son Excellence M^{me} Maryam bint Ali bin Nasser Al Misnad, Ministre d'État à la coopération internationale au Ministère des affaires étrangères de l'État du Qatar, a prononcé un discours liminaire au nom de l'État du Qatar.
9. Son Excellence M. Reuben Mtolo Phiri, Ministre de l'agriculture de la République de Zambie, a prononcé un discours liminaire au nom de Son Excellence M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie.
10. M. Felipe Paullier, Sous-Secrétaire général aux affaires de la jeunesse des Nations-Unies, s'est exprimé dans un message vidéo.
11. Le texte intégral des déclarations faites durant la cérémonie d'ouverture figure au chapitre 4.

E. Discours du Président du FIDA

12. La version intégrale du discours prononcé par le Président Lario devant le Conseil des gouverneurs est présentée au chapitre 4.

F. Débat de haut niveau

13. Deux dialogues des leaders ont eu lieu sur les thèmes suivants:
- [Financer le développement rural au premier kilomètre](#)
 - [Investir dans la sécurité hydrique](#)
14. Les dialogues des leaders sont disponibles aux liens hypertextes ci-dessus.
15. **Grande scène - Les jeunes entrepreneurs, cheville ouvrière de la transformation: de la vision à l'impact.** M^{me} Melissa Bell, correspondante internationale principale pour CNN, a modéré le débat, qui a mis en lumière le potentiel des jeunes entrepreneurs à revitaliser les économies rurales et renforcer les systèmes alimentaires. Deux dialogues des leaders sur la jeunesse rassemblant des décideurs politiques de haut niveau et des chefs d'entreprise ont souligné le rôle transformateur de l'entrepreneuriat des jeunes dans l'éradication de la pauvreté et le renforcement des systèmes alimentaires durables. Le président du FIDA et M. Tony Elumelu, créateur de la fondation éponyme, se sont réunis avec des représentants de la jeunesse pour une causerie au coin du feu. Un second échange s'est ensuite tenu, avec la participation de M. Johann Saathoff, Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, et de M. Juan Antonio Rivas, Vice-Président principal et Responsable mondial du développement commercial durable, Olam Food Ingredients. Ces deux discussions ont permis de mettre en avant des modèles de réussite et des stratégies utiles face aux obstacles, et d'insister sur le fait qu'il importe de mettre à l'échelle les solutions portées par les jeunes et d'en renforcer l'impact. L'enregistrement de ces échanges est disponible sur ce [lien](#).
16. **Manifestation spéciale – Dixième anniversaire de la Journée internationale des envois de fonds à la famille.** L'année 2026 a marqué le dixième anniversaire de l'instauration de la Journée internationale des envois de fonds à la famille. Cet événement a permis de rendre hommage au pouvoir des migrants et de leurs familles de transformer les économies rurales et de façonner un avenir plus inclusif et résilient. L'enregistrement de cette manifestation peut être visionné en cliquant sur ce [lien](#).

G. Gouvernance et partenariats

17. Deux dialogues des Gouverneurs se sont tenus sur les thèmes suivants:
- Dialogue des Gouverneurs avec le [secteur privé](#)
 - Dialogue des Gouverneurs – [Année internationale des agricultrices](#)
18. Les dialogues des Gouverneurs peuvent être visionnés en cliquant sur les liens hypertextes ci-dessus.
19. **Table ronde annuelle des Gouverneurs – Priorités pour FIDA14.** Les Gouverneurs ont échangé leurs perspectives sur les priorités stratégiques pour la prochaine période de reconstitution des ressources du FIDA (2028-2030). Ces réflexions contribueront à façonner le processus de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14) et à orienter les efforts du FIDA pour obtenir un impact plus large à grande échelle. Un résumé des échanges est inclus dans le chapitre 3.

H. Points de l'ordre du jour

20. Les points suivants ont été abordés à la session:

- Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs
- Rapport sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA
- Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA
- Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTÉ, le SAFF et le MARE, et sur la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement
- Établissement du Comité des émoluments
- Modification de la résolution 223/XLIV relative au pouvoir d'emprunter sur les marchés
- Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA

I. Déclarations générales

21. En tout, 31 déclarations ont été présentées au Bureau de la Secrétaire à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs par les États membres suivants: la République algérienne démocratique et populaire, la République d'Angola, la République d'Autriche, le Grand-Duché de Luxembourg au nom de l'Union Benelux, la République fédérative du Brésil, le Burkina Faso, le Royaume du Cambodge, le Canada, la République populaire de Chine, la République du Costa Rica, la République arabe d'Égypte, la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la République de Guinée, la République d'Haïti, le Royaume hachémite de Jordanie, la République du Kenya, la République de Kiribati, la République du Malawi, la République des Maldives, la République du Nicaragua, les pays nordiques (à savoir le Royaume du Danemark, la République de Finlande, l'Islande, le Royaume de Norvège et le Royaume de Suède), la République du Panama, la Fédération de Russie, la République du Rwanda, la République de Serbie, les Îles Salomon, la République sud-africaine, la République socialiste démocratique de Sri Lanka, l'Ukraine, les États-Unis d'Amérique et la République bolivarienne du Venezuela.
22. Toutes les déclarations, écrites ou enregistrées, sont disponibles sur la page Web de la session, à la rubrique « [Documents et ressources](#) ».

J. Clôture de la session

23. Le Président du FIDA a prononcé des observations finales au Conseil; celles-ci sont reproduites in extenso au chapitre 4.
24. Le président du Conseil des gouverneurs, Son Excellence le sénateur M. Abubakar Kyari, a récapitulé les résultats des principales délibérations du Conseil avant de clôturer la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs. Le discours de clôture figure dans son intégralité au chapitre 4.

Chapitre 2 Décisions prises par le Conseil des gouverneurs

A. Élection du Bureau du Conseil des gouverneurs

25. Le Conseil des gouverneurs a élu son nouveau Bureau pour un mandat de deux ans (voir paragraphe 6).

B. Rapport sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

26. Le Conseil des gouverneurs a examiné le Rapport sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA présenté dans le document [GC 49/L.2](#).

C. Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

27. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a examiné le document [GC 49/L.3](#) et adopté la résolution [240/XLIX](#) le 11 février 2026 sur l'établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA. Compte tenu du bilan positif de la présidence externe pendant les Consultations sur les Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième et Treizième reconstitutions des ressources, le Conseil des gouverneurs a approuvé la nomination de M^{me} Åslaug Marie Haga pour assurer la présidence externe de la Consultation.
28. Conformément au paragraphe 3 de la résolution, la Consultation sera composée de 25 États membres de la Liste A, 10 États membres de la Liste B et 22 États membres de la Liste C. La Consultation peut par ailleurs inviter à participer à ses travaux tout autre État membre ou tout représentant d'organisation ou de groupe susceptible de faciliter ses délibérations. Les États membres autres que les 57 membres participant à la Consultation sont autorisés à participer aux sessions de la Consultation en tant qu'observateurs sans droit de parole.
29. La liste des pays composant la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA, classés en fonction de leur appartenance aux Listes A, B et C, figure à l'annexe VI.

D. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTe, le SAFp et le MARE, et sur la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement

30. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration et après avoir examiné le budget administratif proposé, comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2026 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2026, tels qu'ils figuraient dans le document [GC 49/L.4](#), le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution [241/XLIX](#) le 11 février 2026, par laquelle il approuve:
- le budget ordinaire du FIDA pour 2026, d'un montant de 194,71 millions d'USD;
 - le budget d'investissement du FIDA pour 2026, d'un montant de 5,5 millions d'USD;

- le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2026, d'un montant de 7,91 millions d'USD;
 - la disposition selon laquelle les crédits non engagés à la clôture de l'exercice financier 2025 peuvent être reportés sur l'exercice financier 2026, à concurrence de 3% au maximum des crédits correspondants.
31. Le Conseil des gouverneurs a également pris note des informations communiquées dans les rapports de situation sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) et la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement.

E. Établissement du Comité des émoluments

32. Le Conseil des gouverneurs a examiné le document [GC 49/L.5](#) et adopté, le 11 février 2026, la résolution [214/XLIX](#) portant rétablissement d'un comité des émoluments pour réexaminer l'ensemble des émoluments et des autres conditions d'emploi du Président du FIDA.

F. Modifications apportées à la résolution 223/XLIV du Conseil des gouverneurs relative au pouvoir d'emprunter sur les marchés

33. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a examiné les propositions de modification de la résolution 223/XLIV du Conseil des gouverneurs telle qu'elle figurait dans le document [GC 49/L.6/Rev.1](#) et a adopté la résolution [236/XLIX](#) le 11 février 2026. Cette adoption marquera l'entrée en vigueur de la modification de la résolution 223/XLIV du Conseil des gouverneurs.

G. Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA

34. Le Conseil des gouverneurs, ayant pris connaissance de l'examen par le Conseil d'administration de la mise à niveau du système de vote électronique en présentiel fermé, tel que consigné dans le document [GC 49/L.7](#), a adopté, le 11 février 2026, la résolution [244/XLIX](#). Ce faisant, il a autorisé le recours au système de vote électronique en présentiel fermé, le cas échéant, pour la nomination de la présidence du FIDA à l'occasion de la cinquantième session du Conseil des gouverneurs en février 2027, ainsi qu'à des occasions ultérieures, lorsqu'un vote à bulletin secret sera jugé nécessaire.

Chapitre 3 Comptes rendus analytiques

- i) Compte rendu analytique de la première séance de la quarante-neuvième session tenue le mardi 10 février 2026 à 9 h 30.

Président sortant: Son Excellence M. Christophe Schiltz (Luxembourg)

Puis:

Son Excellence Tatiana Rosito (Brésil) (Vice-présidente sortante)

Puis:

Son Excellence M. Abubakar Kyari (Nigéria) (président)

Table des matières

	Paragraphe
Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)	35
• Allocution de bienvenue du président du Conseil des gouverneurs	36
Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)	37-38
Election du bureau du Conseil des gouverneurs (point 3 de l'ordre du jour)	39-42
Discours lumineux	43-44
• Discours liminaire prononcé au nom de l'État du Qatar par Son Excellence M ^{me} Maryam bint Ali bin Nasser Al Misnad, Ministre d'État à la coopération internationale, Ministère des affaires étrangères de l'État du Qatar	
• Discours liminaire prononcé au nom de Son Excellence M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie par Son Excellence M. Reuben Mtolo Phiri, Ministre de l'agriculture de la République de Zambie	
Discours du Président du FIDA (point 4 de l'ordre du jour)	45
Message vidéo de M. Felipe Paullier, Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires de la jeunesse	46
Grande scène - Les jeunes entrepreneurs, cheville ouvrière de la transformation: de la vision à l'impact	47-48

35. **La séance a été ouverte à 9 h 30.**

OUVERTURE DE LA SESSION (point 1 de l'ordre du jour)

ALLOCUTION DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

36. **Le PRÉSIDENT** a déclaré ouverte la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs après avoir prononcé une allocution de bienvenue, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 2 de l'ordre du jour) (GC 49/L.1)

37. **Le Conseil des gouverneurs a adopté l'ordre du jour provisoire, tel qu'il figurait dans le document GC 49/L.1, et a pris note du programme de la session, disponible en cliquant sur ce [lien](#).**

38. **Son Excellence M^{me} Tatiana Rosito (Brésil) a pris la présidence.**

ÉLECTION DU BUREAU DU CONSEIL DES GOUVERNEURS (point 3 de l'ordre du jour)

39. **M. Abubakar Kyari (Nigéria) a été élu président du Conseil des gouverneurs, et Son Excellence M. Christophe Schiltz (Luxembourg) et Son Excellence M. Gabriel Mbairrobe (Cameroun) ont été élus vice-présidents.**

40. **La PRÉSIDENTE** a exprimé la gratitude du Bureau sortant pour la collaboration et l'appui des États membres et a remercié le Président et le personnel du FIDA pour leur dévouement et leur détermination à faire en sorte que le Conseil atteigne ses objectifs et à faciliter le travail du Bureau.

41. **M. Abubakar Kyari (Nigéria) a pris la présidence.**

42. **Le PRÉSIDENT** a remercié le personnel du FIDA pour son excellent travail et les membres du Conseil des gouverneurs pour leur soutien.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

DISCOURS LIMINAIRES

DISCOURS LIMINAIRE PRONONCÉ AU NOM DE L'ÉTAT DU QATAR PAR SON EXCELLENCE M^{ME} MARYAM BINT ALI BIN NASSER AL MISNAD, MINISTRE D'ÉTAT À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ÉTAT DU QATAR

43. **Son Excellence M^{me} Maryam BINT ALI BIN NASSER AL MISNAD** (Ministre d'État à la coopération internationale, Ministère des affaires étrangères de l'État du Qatar) a prononcé un discours liminaire au nom de l'État du Qatar, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DISCOURS LIMINAIRE PRONONCÉ AU NOM DE SON EXCELLENCE M. HAKAINDE HICHILEMA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE PAR SON EXCELLENCE M. REUBEN MTOLO PHIRI, MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE,

44. **Son Excellence M. Reuben Mtolo PHIRI** (Ministre de l'agriculture de la République de Zambie), a prononcé un discours liminaire au nom de Son Excellence M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 4 de l'ordre du jour)

45. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a fait une déclaration dont le texte est reproduit au chapitre 4.

MESSAGE VIDÉO DE M. FELIPE PAULLIER, SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES AUX AFFAIRES DE LA JEUNESSE

46. **M. Felipe Paullier** (Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires de la jeunesse) a transmis un message par vidéo préenregistrée, dont le texte intégral est reproduit au chapitre 4.

GRANDE SCÈNE – LES JEUNES ENTREPRENEURS, CHEVILLE OUVRIÈRE DE LA TRANSFORMATION: DE LA VISION À L'IMPACT

47. **Le PRÉSIDENT** a présenté la modératrice de la manifestation sur la grande scène, M^{me} Melissa Bell, correspondante internationale principale et journaliste financière principale pour CNN. Les intervenants étaient les suivants:
- M. Alvaro Lario, Président du FIDA
 - M. Tony O. Elumelu, Président du groupe Heirs Holding et de la United Bank for Africa, et fondateur de la Tony Elumelu Foundation
 - M. Johann Saathoff, Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministère fédéral de la coopération économique et du développement de la République fédérale d'Allemagne
 - M. Juan Antonio Rivas, Vice-Président principal et Responsable mondial du développement commercial durable, Olam Food Ingredients
 - M^{me} Cecilia Sejekam Wajai, Responsable administrative de l'association Bosque de las Nuwas, Pérou
 - M^{me} Clara Kamlomo, fondatrice d'Amazing B Projects, Malawi
 - M^{me} Didiki Fanai, Directrice de Dairei Banana Food Processing, Inde
 - M. Hubert Stephy Tchuigoua, fondateur de Family Green Corporation, Cameroun
 - M^{me} Lakmini Weerakkody, fondatrice et Directrice générale de Lak Nature International, Sri Lanka
 - M. Mamadou Diop, Chargé de programme jeunes au Conseil national de concertation et de coopération des ruraux, Sénégal
 - M. Morgan Mwamuye, fondateur de Bahari Haven, Kenya
 - M^{me} Sabrina Ounis Faiza, fondatrice et Directrice de Desert Fish, Algérie
 - M^{me} Sara Perez, Secrétaire du Comité de surveillance de Cooprobaolupe, dans le cadre du programme ProRural – inclusion et résilience, République dominicaine
48. L'enregistrement du débat peut être consulté en cliquant sur ce [lien](#).
49. **La séance a été levée à 12 h 15.**

- ii) Compte rendu analytique de la deuxième séance de la quarante-neuvième session tenue le mardi 10 février 2026 à 14 h 30.

Table des matières

	Paragraphes
Dialogue des leaders – Nouvelles frontières pour les institutions financières internationales: financer le développement rural au premier kilomètre	51-52
Dialogue des leaders – De la ferme au marché: investir dans la sécurité hydrique	53-54
Manifestation spéciale – Dixième anniversaire de la Journée internationale des envois de fonds à la famille	55-56

50. La séance a été ouverte à 14 h 35.

DIALOGUE DES LEADERS – NOUVELLES FRONTIÈRES POUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES: FINANCER LE DÉVELOPPEMENT RURAL AU PREMIER KILOMÈTRE

51. **M^{me} Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a présenté le premier des deux dialogues des leaders, intitulé « Nouvelles frontières pour les institutions financières internationales: financer le développement rural au premier kilomètre », qui serait modéré par M^{me} Melissa Bell, correspondante internationale principale et journaliste financière principale pour CNN. Les intervenants étaient les suivants:

- M^{me} Federica Diamanti, Vice-Présidente adjointe responsable du Département des relations extérieures, FIDA
- M. Aki Nishio, Vice-Président (Financement du développement), Groupe de la Banque mondiale
- M. Matteo Patrone, Vice-Président (Secteur bancaire), Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- M. Musab Alomar, Vice-Président (Stratégie), Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international
- M. Ludger Schuknecht, Vice-Président (Stratégie et politique), Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures

52. L'enregistrement du débat peut être consulté en cliquant sur ce [lien](#).

DIALOGUE DES LEADERS – DE LA FERME AU MARCHÉ: INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ HYDRIQUE

53. **M^{me} Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a présenté le second dialogue des leaders, intitulé « De la ferme au marché: investir dans la sécurité hydrique », qui serait modéré par M^{me} Meike van Ginneken, Envoyée du Royaume des Pays-Bas pour l'eau. Les intervenants étaient les suivants:

- Son Excellence M. Saeb Khreisat, Ministre de l'agriculture du Royaume hachémite de Jordanie
- Son Excellence M. Tokaibure Rabaua, Ministre de l'environnement, des terres et du développement agricole de la République de Kiribati
- M^{me} Ruth Davis, Représentante spéciale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'écologie
- M. Antón Leis García, Directeur de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID)

54. L'enregistrement du débat peut être consulté en cliquant sur ce [lien](#).

MANIFESTATION SPÉCIALE – DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES ENVOIS DE FONDS À LA FAMILLE

55. **M^{me} Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA), s'exprimant en sa qualité de modératrice, a présenté la manifestation spéciale, et M. Alvaro Lario, Président du FIDA et président d'ONU-Eau, a communiqué des observations liminaires. Les intervenants étaient les suivants:

- M^{me} Pieternel Boogaard, Directrice générale chargée du Bureau de l'exécution technique, FIDA
- Son Excellence M. Rana Tanveer Hussain, Gouverneur du FIDA, Ministre fédéral de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche de la République islamique du Pakistan

- Son Excellence M. Mohamed Khelifi, Gouverneur suppléant du FIDA, Ambassadeur et Représentant permanent de la République algérienne démocratique et populaire auprès des organisations spécialisées des Nations Unies à Rome
 - Son Excellence M^{me} Olga María Pérez Tuna, Gouverneure du FIDA, Ambassadrice et Représentante permanente de la République du Guatemala auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome
 - Son Excellence M. Nathaniel G. Imperial, Gouverneur suppléant du FIDA, Ambassadeur et Représentant permanent de la République des Philippines auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome
 - Son Excellence M. Martin Selmayr, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Union européenne auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome
 - Son Excellence M. Tanguy Stehelin, Ambassadeur et Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Programme alimentaire mondial et du FIDA
 - M. Georges Ternes, Directeur, Compétence générale, Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Grand-Duché de Luxembourg
 - M. Antón Leis Garcia, Directeur de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement
 - M. Cleophas Adrien Dioma, Président de l'Association Le Réseau et Président exécutif de l'ItaliAfrica Business Week
56. L'enregistrement du débat peut être consulté à partir de ce [lien](#).
57. **La séance a été levée à 18 h 35.**

- iv) Compte rendu analytique de la troisième séance de la quarante-neuvième session tenue le mercredi 11 février 2026 à 9 h 30.

Président: Son Excellence M. Abubakar Kyari (Nigéria)

Table des matières

	Paragraphes
Réflexions sur les débats du premier jour	59-75
Rapport sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (point 5 de l'ordre du jour)	76-79
Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (point 6 de l'ordre du jour)	80-83
Table ronde annuelle des Gouverneurs – Priorités pour FIDA14	84-213

58. **La séance a été ouverte à 9 h 40.**

RÉFLEXIONS SUR LES DÉBATS DU PREMIER JOUR

59. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a invité trois de ses collègues Gouverneurs à donner le ton pour le deuxième jour de la séance en partageant leurs réflexions sur les délibérations menées le premier jour et leurs points de vue sur l'importance de renforcer les partenariats.
60. **M. LIAO Min** (Vice-ministre des finances de la République populaire de Chine), notant que le financement au premier kilomètre et la sécurité hydrique, soit les sujets des deux dialogues entre décideurs tenus la veille, reflétaient des approches globales et tournées vers l'avenir du développement durable dans les zones rurales, a dit que les enseignements que son pays avait tirés en sortant environ 100 millions de ruraux de la pauvreté au cours des quatre décennies précédentes pourraient être pertinents pour tous les pays en développement.
61. Le premier enseignement était que les efforts en faveur de la vitalité des zones rurales étaient portés par une bonne gouvernance permettant la mise en place de mécanismes efficaces et d'institutions solides pour promouvoir la transformation des ressources rurales en prospérité durable. Dans un village chinois pauvre, par exemple, la mise en œuvre de mesures clés de réforme orientées vers le marché avait multiplié par vingt le revenu collectif annuel du village sur une période de sept ans.
62. Deuxièmement, la durabilité écologique était au cœur du développement rural, contrairement à la dynamique classique du développement économique selon laquelle le développement vient en premier et la remise en état en deuxième. Il a été expliqué que la théorie des « deux montagnes » de la Chine, selon laquelle les eaux claires et les montagnes verdoyantes étaient des atouts inestimables, était devenue un concept courant qui avait contribué à repenser la stratégie de revitalisation rurale du pays. De nombreuses provinces avaient, par exemple, établi des banques écologiques dans lesquelles les ménages ruraux « déposaient » leurs petites parcelles de forêt qui étaient ensuite consolidées et gérées de manière professionnelle et durable. En échange, les ménages recevaient des dividendes annuels et une part des bénéfices, qui avaient augmenté de 30 à 50% et les stocks forestiers locaux de 35%.
63. Troisièmement, pour libérer le potentiel de croissance économique des zones rurales, il était essentiel que les agriculteurs adoptent des plateformes numériques pour vendre leurs spécialités locales. Un exemple saisissant était celui d'un village chinois qui avait vendu plus de 300 000 kilogrammes de fruits de saison lors d'une retransmission en direct de deux heures.
64. Pour revenir à la manifestation en grande scène de la veille sur les jeunes entrepreneurs, l'orateur a noté qu'un nombre croissant de jeunes Chinois retournaient à la campagne, où ils mettaient à profit les connaissances et l'expertise acquises en ville pour améliorer leurs lieux de naissance et ouvrir la voie à l'aide d'innovations telles que l'agriculture intelligente et l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires. Ainsi, ces jeunes transformaient profondément le paysage traditionnel du village dans le cadre d'une entreprise par tous les organismes publics. La Chine, qui restait résolument attachée au multilatéralisme, continuerait d'accélérer la modernisation agricole et rurale de ses villages.
65. **Son Excellence Madame Tatiana ROSITO** (Ambassadrice, Vice-Ministre des finances pour les affaires internationales de la République fédérative du Brésil) a dit que, au Brésil, le travail fiable et novateur du FIDA sur des thèmes transversaux tels que ceux évoqués lors du premier jour de la séance renforçait la cohésion sociale tout en transformant le développement rural. Bien qu'étant un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Brésil restait caractérisé

par des inégalités de revenus et des disparités régionales, sachant que seuls 15% de ses agriculteurs familiaux bénéficiaient de l'accès au crédit. Le travail mené par le Fonds en coopération avec les autorités locales avait été déterminant pour permettre à ces communautés, dont l'accès au crédit est limité, d'obtenir des prêts et de tirer parti des connaissances.

66. Dans les deux derniers programmes d'options stratégiques pour le Brésil, le portefeuille du FIDA avait généré un effet de levier d'environ 2,50 USD pour chaque dollar investi. Ce chiffre, qui devrait atteindre 7 USD d'ici 2030, témoignait de l'ampleur de la coopération et de l'innovation qui avaient été mises en place pour procurer des avantages spécifiques. Par exemple, pour la première fois, le FIDA avait prêté des fonds à une banque brésilienne de développement pour nouer un partenariat comprenant aussi le Fonds vert pour le climat, dans le cadre du projet Sertão Vivo, une initiative nationale importante en faveur de la résilience climatique qui avait depuis été élargie à tous les États du Nord.
67. Un autre projet innovant en cours visait à promouvoir la rémunération des services environnementaux, l'accent étant mis en particulier sur l'agriculture et les pratiques durables en matière d'environnement et de climat. Cofinancé par le FIDA et l'Allemagne, le projet permettrait aux producteurs traditionnels de cacao de Bahia de recevoir une rémunération pour les services écologiques qu'ils rendaient à cette région et au-delà en préservant et en restaurant la forêt atlantique, l'un des environnements les plus endommagés du Brésil.
68. Le Brésil était fier de ces projets et reconnaissant envers tous ses partenaires pour le travail réalisé par le FIDA dans le pays. Il était déterminé à continuer de développer ces efforts lors de la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14) et espérait voir le portefeuille de projets évoluer de manière à inclure une coopération Sud-Sud et triangulaire renforcée, ainsi que des initiatives telles que l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté.
69. **M^{me} Hege HAALAND** (Directrice générale adjointe au Département du développement durable, Ministère des affaires étrangères du Royaume de Norvège) a dit que les résultats obtenus rapidement grâce aux efforts décrits par ses collègues Gouverneurs étaient à la fois impressionnants et inspirants. Elle a ajouté que le Brésil se distinguait par son rôle de chef de file dans l'action menée pour faire progresser la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, notamment au moyen de la coopération Sud-Sud et triangulaire.
70. L'intervenante a rappelé que l'alimentation était un déterminant essentiel de la santé, du bien-être et de la capacité d'apprentissage et que tous les individus avaient droit à la sécurité alimentaire. Il allait de la responsabilité de tous d'inverser la nette tendance à l'augmentation de la faim observée ces 10 dernières années. L'investissement dans l'agriculture était probablement de loin le moyen le plus efficace de créer des emplois, de lutter contre la pauvreté et d'éradiquer la faim dans les zones rurales des pays les moins développés, une entreprise dans laquelle le FIDA était sans aucun doute un partenaire clé. L'adaptation au climat de la production alimentaire à petite échelle, les filières alimentaires locales et les marchés locaux étaient essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) 1 et 2, visant respectivement à éliminer la pauvreté et la faim. À cet égard, le FIDA jouissait d'un avantage comparatif; les données probantes issues de ses évaluations de l'impact réalisées ces 10 dernières années montraient que les investissements du Fonds, en particulier dans l'adaptation au climat, amélioraient les moyens de subsistance.
71. Lors du prochain débat sur l'Année internationale des agricultrices, il serait essentiel de se rappeler qu'investir dans les femmes donnait de bons résultats et que le FIDA devait donc continuer à investir dans l'égalité des genres. Quant à la manifestation centrale de la veille consacrée aux jeunes entrepreneurs, elle avait

rappelé le pouvoir transformateur des investissements dans les jeunes, notamment les jeunes femmes.

72. La nourriture était une question de sécurité. Les pays en développement pouvaient et devaient atteindre un degré plus élevé d'autosuffisance nationale. Lorsque cela était possible, les importations devaient être remplacées par des aliments produits au niveau local afin de réduire la vulnérabilité, d'accroître les débouchés et de renforcer la sécurité nationale et mondiale. Il était donc crucial que FIDA14 souligne que la réduction de la pauvreté rurale renforcerait la stabilité, contribuerait à la paix des communautés et réduirait la migration forcée, autant d'effets qui étaient dans l'intérêt de tous.
73. Pour atteindre les ODD, les maigres ressources consacrées au développement devaient être plus que jamais mises à profit, et ce plus efficacement. L'architecture financière et les modèles économiques du FIDA tiraient parti des ressources et des coinvestissements de partenaires, de banques publiques, régionales et multilatérales, du secteur privé et de fonds pour l'action climatique, incitant la mobilisation des ressources nationales dans les pays en développement. Il était fondamental de construire et de s'appuyer sur ces partenariats pour assurer la sécurité alimentaire de tous.
74. La Norvège, qui considérait que l'existence d'un système multilatéral fonctionnel était essentielle à sa sécurité, estimait que la réforme était cruciale pour que l'Organisation des Nations Unies reste forte. Elle s'attendait également à ce que le FIDA, qui faisait partie de ce système, participe à l'Initiative ONU80.

75. **Le PRÉSIDENT** a remercié les intervenants d'avoir partagé leurs points de vue.

RAPPORT SUR LA TREIZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 5 de l'ordre du jour) (GC 49/L.2)

76. **M^{me} Diane MENVILLE** (Vice-Présidente adjointe et Responsable des finances en chef, Département des opérations financières du FIDA) a fait le point sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), tel qu'il était décrit dans le document GC 49/L.2, et a indiqué qu'au 4 février 2026, les contributions annoncées pour FIDA13 s'élevaient au total à 1,57 milliard d'USD. Depuis le 31 décembre 2025, des instruments de contribution supplémentaires avaient été reçus des États fédérés de Micronésie et du Pakistan, portant le total à 1,242 milliard d'USD au 4 février 2026. De plus, des paiements supplémentaires avaient été versés par les États fédérés de Micronésie, l'Inde, le Pakistan, le Qatar et la Tunisie depuis la publication du rapport, portant le total des paiements à 597 millions d'USD au 4 février 2026.
77. **Une représentante du Canada** était d'avis que l'effort collectif fait pour financer FIDA13 témoignait de la confiance que tous les États membres portaient au mandat du FIDA et à son travail essentiel pour promouvoir un développement rural inclusif. En plus de son engagement initial de 100 millions d'USD en faveur de FIDA13, le Canada avait récemment octroyé au Fonds le tout premier prêt concessionnel de partenaire axé sur le climat, afin de soutenir l'investissement dans des activités visant à renforcer la résilience et les capacités d'adaptation des petits exploitants. Le prêt s'élevait à 263 millions d'USD et s'ajoutait aux prêts climatiques d'un montant de 340 millions d'USD déjà accordés par le Canada au FIDA depuis 2020.
78. L'oratrice a expliqué que le Canada investissait dans l'action du FIDA pour la résilience climatique car le Fonds continuait d'obtenir des résultats à la hauteur de son ambition. Les contributions et les prêts concessionnels de partenaires, comme ceux accordés par le Canada, soutenaient directement l'ambition du FIDA de développer l'adaptation climatique au profit des communautés rurales du monde entier. À cet égard, les priorités du FIDA pour 2026, visant à faire progresser la résilience climatique et à accroître la collaboration avec le secteur privé, et

s'inscrivant dans le droit fil du programme de travail de 10 milliards d'USD envisagé pour FIDA13, ont été saluées.

79. Le Conseil des gouverneurs a pris note du rapport sur l'état de FIDA13.

ÉTABLISSEMENT DE LA CONSULTATION SUR LA QUATORZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 6 de l'ordre du jour) (GC 49/L.3)

80. **M^{me} Federica DIAMANTI** (Vice-Présidente adjointe, Département des relations extérieures du FIDA), a présenté le document GC 49/L.3 sur l'établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14) et a noté que le lancement de FIDA14 intervenait dans une période de grande incertitude. De nombreux pays étaient confrontés au durcissement des conditions budgétaires et à des priorités concurrentes alors que l'insécurité alimentaire, la pauvreté, la fragilité et les chocs climatiques continuaient de toucher les zones rurales du monde entier. Des institutions telles que le FIDA devaient produire un impact plus important avec une efficacité accrue et mobiliser des sources de financement diversifiées alors que de nombreuses possibilités s'offraient aux zones rurales, qui recelaient un immense potentiel en tant que moteurs de croissance et de stabilité. FIDA14 cherché à exploiter ce potentiel en transposant à plus grande échelle des solutions éprouvées, en renforçant les marchés, l'emploi et la résilience et en mobilisant davantage de partenariats public-privé pour le premier kilomètre.
81. Les modalités proposées pour la Consultation sur FIDA14 étaient présentées dans le document, qui contenait également un projet de résolution sur l'établissement de la Consultation et sur la désignation de M^{me} Åslaug Marie Haga en tant que présidente externe. La direction a proposé de maintenir la structure convenue lors de FIDA12 et de FIDA13, soit 57 délégués assurant une représentation équilibrée des listes A, B et C. Les États membres de toutes les listes pouvaient participer en tant qu'observateurs sans droit de parole. La consultation formelle comprendrait trois sessions de fond, complétées par des séminaires informels virtuels et des consultations en ligne, selon les besoins. Sur la base des bons résultats obtenus avec cette approche durant FIDA13, une session pourrait se tenir en dehors du siège du FIDA, sous réserve de l'accord des membres de la Consultation. À l'issue du processus de consultation, un rapport final serait soumis à la cinquantième session du Conseil d'administration, en 2027.
82. **Le PRÉSIDENT** a rappelé aux Gouverneurs que la table ronde annuelle des Gouverneurs sur les priorités pour FIDA14, qui devait se tenir prochainement, leur offrirait l'occasion de partager leurs points de vue sur ces priorités. Il a adressé aux États membres participant à la Consultation tous ses vœux de réussite pour la tâche qui leur avait été confiée. La Consultation était déterminante pour apporter au FIDA les moyens nécessaires pour continuer à faire reconnaître les petits exploitants comme des acteurs clés de la transformation des moyens d'existence en milieu rural.
- 83. Le Conseil des gouverneurs a adopté par consensus et sans objection la résolution 240/XLIX relative à l'établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA.**

TABLE RONDE ANNUELLE DES GOUVERNEURS – PRIORITÉS POUR FIDA14

84. **M^{me} Claudia ten HAVE (Secrétaire du FIDA)** a présenté la table ronde des Gouverneurs, dont la modération serait assurée par M^{me} Corinne Woods, Directrice de la Division de la communication, FIDA.
85. **La MODÉRATRICE** a dit que la table ronde était une occasion pour les Gouverneurs de se pencher ensemble sur le contexte mondial en pleine évolution en vue de déterminer l'orientation stratégique et les ambitions de FIDA14. Les thèmes récurrents qui étaient ressortis des échanges récents lors de forums internationaux comprenaient l'incertitude économique mondiale croissante, le

resserrement des finances publiques et la pression croissante exercée sur les systèmes alimentaires alors qu'un fardeau de la dette de plus en plus lourd absorbait une part croissante des ressources publiques. Un autre élément qui avait été fortement souligné était la nécessité d'une action collective et de solutions pratiques et susceptibles d'attirer des investissements afin de générer de la croissance, d'accroître la résilience et de renforcer la confiance. Dans un contexte où plus de la moitié des 1,5 milliard de jeunes dans le monde vivaient en zones rurales et où la grande majorité de la population avait accès aux réseaux mobiles, il était primordial de saisir les occasions disponibles pour garantir un accès équitable aux technologies pouvant favoriser une croissance inclusive, créer des emplois, renforcer la résilience face aux chocs climatiques et économiques et contribuer à la stabilité.

86. Durant la première partie de la table ronde, qui comprenait une conversation informelle avec M. Alvaro Lario, Président du FIDA, et Mme Åslaug Marie Haga, Présidente externe de FIDA14, la modératrice a interrogé M. Lario sur ce que signifiaient, pour les États membres et le Fonds, les pressions persistantes observées dans l'environnement mondial actuel, telles que la dette, l'insécurité alimentaire, l'instabilité et les changements structurels plus profonds, et la croissance rapide qui en résultait des attentes envers les institutions de financement du développement et les modes de financement novateurs.
87. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA), qui se félicitait d'entendre des observations et des conseils concernant les priorités du FIDA, a indiqué que, dans le contexte actuel, il était clair que le Fonds devait agir de façon plus délibérée et plus précise, en mettant encore plus l'accent sur son mandat et sur la manière dont une institution financière pourrait à la fois mobiliser la participation du secteur privé et la mettre à profit. Dans le cadre de FIDA13, le FIDA, qui disposait d'un mandat universel et intervenait dans près de 100 pays, s'attachait à jouer un rôle d'intermédiaire dans les relations entre les pouvoirs publics, les organisations agricoles et les institutions financières locales et mondiales. Le cycle de FIDA14 offrait quant à lui l'occasion de remédier à la fragmentation actuelle moyennant à un instrument mondial et une plateforme d'investissement mondiale qui avaient fait leurs preuves. En plus de mieux concentrer ses efforts, toute institution souhaitant perdurer et rester pertinente dans l'environnement actuel se devait de mettre au point des modèles et des instruments efficaces pour travailler et collaborer avec les pouvoirs publics et le secteur privé. Les activités de plaidoyer à elles seules ne suffiraient pas.
88. La **MODÉRATRICE** a demandé à M^{me} Haga quelles étaient selon elle les plus grandes possibilités qu'offraient FIDA14 pour aider les États membres à stimuler la croissance économique, la sécurité alimentaire et la stabilité grâce à l'investissement rural.
89. **M^{me} Åslaug Marie HAGA** (Présidente externe de la Consultation sur FIDA14) a dit que ces possibilités résidaient dans l'excellent travail accompli chaque jour par le FIDA, tandis qu'à un niveau politique supérieur, elles découleraient du fait que les décideurs considèrent qu'investir dans le FIDA revenait à investir dans un monde plus sûr et plus stable. Le sentiment de vivre dans un monde plus imprévisible et plus précaire s'était développé pour de nombreuses raisons, parmi lesquelles la guerre, les conflits et les phénomènes météorologiques extrêmes. Dans ce contexte, il était compréhensible que les pays se concentrent sur la sécurité nationale et régionale, ainsi que sur les intérêts nationaux, et allouent davantage de ressources à la défense.
90. Il était cependant moins compréhensible que beaucoup de ces mêmes pays aient jugé nécessaire de réduire l'aide publique au développement (APD). Réduire les investissements dans la croissance et la stabilité dans les pays et régions les plus vulnérables, notamment dans le Sud, était une grave erreur stratégique qui allait

au bout du compte au devant de difficultés supplémentaires. Si la population rurale, en particulier les jeunes, perdait l'espoir de gagner un jour un revenu décent, elle serait contrainte d'émigrer par frustration, entraînant toutes sortes de perturbations. Il était donc essentiel d'adopter une vision plus large de la sécurité.

91. Le FIDA contribuait de façon cruciale à rendre le monde plus stable pour tous, non seulement par ses investissements dans l'intégration des populations rurales pauvres dans les filières et les marchés, mais aussi par l'attention particulière qu'il accordait à l'emploi des jeunes, à la résilience, à la participation du secteur privé et à la promotion de l'innovation.
92. **La MODÉRATRICE** a demandé à M. Lario de quelle manière le niveau d'ambition pouvait être maintenu grâce à une orientation plus ciblée, à la sélectivité et à la bonne combinaison d'instruments financiers.
93. **M. LARIO** (Président du FIDA) a souligné que le FIDA avait toujours œuvré pour des résultats concrets et a indiqué que les priorités pour FIDA14 concernaient le développement et la connexion des marchés et de l'emploi rural, qui étaient eux-mêmes liés aux revenus, à l'espoir, aux possibilités et à la résilience face aux changements climatiques et aux chocs des prix alimentaires. L'un des enseignements tirés qui étaient en cours d'intégration était que les résultats étaient bien meilleurs en cas de participation ou d'investissement du secteur privé.
94. Comme il avait été dit la veille, les priorités distinctes pour les jeunes concernaient des politiques et réglementations claires, le financement, les infrastructures, y compris les infrastructures numériques, les marchés, les routes et l'eau. En utilisant une approche intégrée faisant intervenir de nombreux secteurs, le FIDA travaillait dans tous ces domaines moyennant une plateforme qui offrait des prêts et des dons, une assistance technique et un appui à l'élaboration des politiques en vue de mobiliser et de catalyser le secteur privé. Le Fonds pourrait rendre cette approche possible. Cette approche était quelque chose que le Fonds pouvait apporter.
95. **La MODÉRATRICE** a demandé à M^{me} Haga ce qu'elle espérait voir émerger du dialogue en cours et quel rôle les Gouverneurs pourraient jouer dans la création d'un cycle de FIDA14 ciblé, crédible et percutant.
96. **M^{me} HAGA** (Présidente externe de la Consultation sur FIDA14) a dit que FIDA14 serait un processus compliqué, car certains facteurs, tels que les difficultés financières auxquelles de nombreux pays étaient confrontés, la situation géopolitique complexe et le revirement de l'opinion publique concernant l'APD, faisaient qu'il était difficile pour les décideurs de justifier des financements. Il était important de continuer d'œuvrer pour faire participer les décideurs aux instances où la question du manque de fonds se discutaient, y compris au plus haut niveau politique. Les Gouverneurs jouaient donc un rôle crucial s'agissant d'encourager les dirigeants à ce niveau et de montrer aux décideurs qu'il était sans danger de soutenir des organisations telles que le FIDA, qui offraient un bon rapport coûts-avantages grâce à une efficacité garantie, à l'absence de doublons et à une excellente gestion.
97. **Une vidéo montrant l'impact de l'investissement dans le développement rural dans quatre pays a été projetée.**
98. **La MODÉRATRICE** est passée à la deuxième partie de la table ronde et a attiré l'attention sur la plateforme Mentimeter moyennant laquelle les participants pouvaient également exprimer leurs opinions. Elle a indiqué que la discussion serait centrée sur trois domaines: des interventions efficaces; des investissements à grande échelle; la création de partenariats durables.
99. **Une représentante des ÉMIRATS ARABES UNIS** a souligné les défis croissants liés à la sécurité alimentaire, aux chocs climatiques et à la stabilité économique et

sociale. Elle a dit que l'investissement dans les populations rurales était un pilier central de la sécurité alimentaire et de la stabilité à long terme dans le monde. Les priorités pour FIDA14 devaient inclure l'adaptation aux changements et aux chocs climatiques, en particulier dans les zones rurales, grâce au soutien à une agriculture climatiquement rationnelle, à la gestion durable des ressources en eau et à des solutions innovantes dans les environnements arides et semi-arides. La sécurité alimentaire était indissociable de la stabilité économique et sociale et il était donc essentiel d'augmenter les investissements dans les jeunes, les femmes, les zones rurales et des filières plus solides. Les mécanismes de financement novateurs utilisés dans le cadre de FIDA14 devaient inclure des partenariats avec le secteur privé, les fonds souverains et les banques de développement. L'innovation, la transformation numérique et les nouvelles technologies étaient également essentielles pour provoquer le changement rural en augmentant la productivité et la résilience des petits exploitants. Enfin, la coopération Sud-Sud et triangulaire devait être renforcée pour contribuer à obtenir des résultats concrets et un impact durable. À l'avenir, tous les partenaires devaient travailler ensemble aux fins d'un changement réel et durable.

100. **Un représentant du CAMEROUN** a fait savoir que le Cameroun célébrait sa soixantième Journée nationale de la jeunesse afin de mettre l'accent sur les jeunes, qui incarnaient le principal espoir d'un avenir prospère et stable. Pour promouvoir l'emploi des jeunes, le Cameroun devait mettre en place des mesures administratives et budgétaires, telles que des crédits d'impôt et d'autres avantages, en faveur des entreprises privées qui satisfaisaient aux exigences en matière d'embauche de jeunes. Les projets lancés par les jeunes seraient également soutenus par des financements de banques locales et de donateurs internationaux. En plus de l'élaboration d'un projet du FIDA visant à soutenir l'emploi de 10 000 jeunes dans tout le pays, il était prévu que des entreprises à fort potentiel dans les secteurs minier, agricole et des services soient développées et qu'un financement soit accordé à des projets à forte intensité de main-d'œuvre destinés aux jeunes. Les ressources humaines locales pouvaient ainsi être mises à profit comme il se doit.
101. En conclusion, les partenaires de développement du pays devront faire preuve d'imagination pour aider le Cameroun à obtenir les meilleurs résultats possibles dans le cadre de FIDA14. Dans ce contexte, l'accent devait être mis sur la mobilisation de ressources dans le but de résoudre les problèmes rencontrés par les jeunes pour rendre le système alimentaire durable et équitable.
102. **Un représentant des COMORES** a dit que les petits États insulaires comme le sien se tournaient vers le FIDA pour obtenir de l'aide afin d'atteindre leurs priorités, en particulier l'établissement de partenariats en vue d'augmenter les dépenses publiques agricoles. D'autres priorités consistaient à créer des débouchés pour la production grâce à l'amélioration des liens entre les zones rurales et les marchés, et à décentraliser le secteur public, en mettant l'accent sur la mise à jour des technologies par l'intermédiaire de centres de développement régionaux.
103. Pour ce qui est de lever des fonds, l'eau était une condition sine qua non de l'agriculture et de la stabilité. Une approche intelligente de la transformation agricole supposait de reconnaître l'importance de l'action climatique, en mettant l'accent sur l'irrigation, la régénération des sols et l'amélioration des intrants, dans le but de renforcer la résilience face aux changements climatiques et la durabilité de la production agricole. Il importait de noter que les secteurs public et privé des Comores travaillaient désormais main dans la main pour améliorer l'accès aux prêts agricoles à des conditions favorables pour les agriculteurs. Les entreprises et le secteur privé devaient également être encouragés à investir dans le développement agricole. Un texte législatif avait récemment été adopté pour faciliter l'investissement dans l'agriculture, des fonds de garantie avaient été créés dans une entreprise nationale, et une autre institution offrant des prêts à plus long

terme était en cours de création. Une autre priorité était de faciliter et d'accroître le commerce régional.

104. **Un représentant de la GAMBIE** a indiqué qu'il était absolument prioritaire pour le pays d'attirer les jeunes dans l'agriculture grâce à la modernisation et à la technologie, sachant qu'en Gambie, la plupart des agriculteurs étaient vieillissants et 90% de la population prenait part à des activités liées à l'agriculture. Un don de contrepartie en faveur des jeunes accordé dans le cadre d'un projet financé par le FIDA avait un impact significatif, ce qui faisait espérer que le projet soit élargi.
105. L'accent mis par le FIDA sur des résultats concrets était pertinent pour la plupart des pays et leur résilience rurale. La Gambie continuerait d'élargir son action en matière d'aménagement du territoire et d'infrastructures d'irrigation. En tant que plus petit pays d'Afrique continentale, elle accordait une grande importance à l'accès aux marchés et donnait donc la priorité à la transformation et à la valeur ajoutée. L'atténuation des changements climatiques était une autre priorité urgente pour la Gambie, qui faisait partie des pays les plus touchés par les changements climatiques, tout comme l'accès au financement, en particulier pour les femmes, les populations rurales et les jeunes. Des projets étaient en cours pour améliorer cet accès, ainsi que pour réduire les risques associés aux prêts, deux axes qui méritaient l'attention du FIDA.
106. **Un représentant des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** a dit que stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté, en particulier dans les pays les plus pauvres, nécessitait des institutions financières internationales efficaces et efficientes, axées sur la mise en œuvre de leurs mandats fondamentaux. Le mandat restreint du FIDA, centré sur la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire dans les communautés rurales, constituait un avantage comparatif. Les institutions devaient éviter toute déviation progressive de la mission et s'attacher à avoir un impact plus grand grâce au travail qu'elles accomplissaient déjà. Surtout, le FIDA pourrait contribuer à attirer davantage d'investissements du secteur privé dans les communautés rurales et les filières agricoles afin d'accroître la création d'emplois et la productivité agricole. Une plus grande participation du secteur privé serait importante pour accompagner les communautés et les pays sur la voie de l'autosuffisance.
107. Le FIDA devrait également accorder un rang de priorité plus élevé à la mise en œuvre de sa Politique en matière de reclassement afin de concentrer davantage les ressources dans les pays les plus pauvres où son soutien était le plus nécessaire et où il pouvait avoir le plus grand impact. Rien ne justifiait que de grandes économies disposant d'un accès fiable aux marchés des capitaux continuent à emprunter auprès du FIDA. Le Fonds devrait donc continuer de consacrer le temps de travail de son personnel et ses ressources administratives aux pays ayant les besoins de développement les plus aigus. Il devrait prendre des mesures supplémentaires pour expliquer clairement dans ses stratégies de pays et ses descriptifs de programme en quoi son action se rapportait à son mandat fondamental, plutôt que de chercher à atteindre des objectifs climatiques qui faussaient la sélection des projets, détournaient les ressources de l'axe principal de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté et compromettaient l'accès à des sources d'énergie abordables et fiables.
108. Les États-Unis d'Amérique étaient disposés à travailler avec les autres actionnaires et la direction du FIDA pour que le Fonds reste en bonne voie pour mener à bien sa mission initiale et joue un rôle important dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'augmentation de la productivité agricole.
109. **Un représentant de la SUISSE** a dit que le FIDA devait avoir une appétence pour le risque ambitieuse mais responsable en ce qui concernait FIDA14 et sa mise en œuvre. Personne d'autre ne miserait sur les petits exploitants à moins que le FIDA

ne le fasse, ce qui nécessiterait un glissement continu d'une approche axée sur les projets à une approche axée sur une plateforme. Il était certes important de s'intéresser aux marchés, mais le véritable problème des pays les plus pauvres concernait la climato-comptabilité des filières locales, de la production locale, de la transformation locale, de la commercialisation locale et de la consommation locale. Le FIDA, qui offrait une forte valeur ajoutée dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à faible revenu, se démarquait de toutes les autres organisations.

110. Cela n'empêchait cependant pas l'utilisation d'instruments financiers modernes, notamment des garanties partielles de crédit et des prêts en monnaie locale. L'investissement dans les populations rurales faisait déjà une différence sur le terrain, mais si le FIDA devait utiliser l'effet de levier sur son bilan et accéder aux marchés publics, il serait soudain possible d'investir directement dans les agriculteurs, ce qui marquerait un changement fondamental dans les perceptions et les comportements, y compris à l'échelle mondiale.
111. **Une représentante du CANADA** a indiqué que le pays était favorable à ce que le FIDA continue de jouer un rôle de chef de file dans la promotion de systèmes alimentaires résilients face aux changements climatiques, sensibles à la nutrition et inclusifs. Le Canada resterait à la fois attaché aux principes et pragmatique en ce qui concernait la stratégie pour FIDA14, dont deux aspects étaient particulièrement importants, à savoir la résilience climatique et la participation du secteur privé. L'alignement de FIDA14 sur la nouvelle stratégie pour le climat, l'environnement et la biodiversité était particulièrement apprécié. Il était cependant surprenant que moins de 1% du financement climatique mondial cible les menaces climatiques pesant sur les petites exploitations agricoles, étant donné que celles-ci nourrissaient un tiers de la population mondiale.
112. C'est pourquoi le Canada a récemment annoncé le versement d'un prêt concessionnel de partenaire de 263 millions de CAD au profit des programmes du FIDA qui investissaient dans l'adaptation climatique des petits exploitants. Il avait confié ce financement substantiel au FIDA car celui-ci était un leader mondial pour ce qui était de mettre des financements climatiques au service de ceux qui constituaient la clef de voûte de la sécurité alimentaire mondiale. FIDA14 devrait viser uniquement à aider les agriculteurs à s'adapter aux impacts climatiques. Le Canada appuyait pleinement le fait que le Fonds considère le secteur privé comme un catalyseur clé et avait conscience qu'il fallait augmenter considérablement le financement en faveur des entreprises agricoles et des agriculteurs. Il continuait donc à promouvoir des plateformes telles que le Programme de participation du secteur privé au financement.
113. S'agissant de la résilience, bien que l'adaptation et la gestion des ressources naturelles figurent parmi les domaines dans lesquels le FIDA obtenait les meilleurs résultats, il fallait faire preuve de prudence pour ce qui était d'élargir les définitions que le Fonds attribuait à la résilience et de désigner celle-ci comme un facteur contribuant directement à la consolidation de la paix et à la stabilité, afin de ne pas brouiller les responsabilités du FIDA. Deuxièmement, l'innovation était un facteur utile, mais ne devait pas remplacer la pierre angulaire du Fonds, qui était le développement rural fondé sur des données probantes. L'innovation pouvait donner des résultats lorsqu'elle était utilisée de manière sélective, adaptée au contexte et soutenue par les bonnes capacités. Enfin, en matière de ressources, il fallait mettre l'accent sur des scénarios réalistes correspondant aux réalités budgétaires. Bien que le FIDA n'ait eu de cesse de faire preuve d'une efficacité et d'un engagement extraordinaires, il ne fallait pas sursolliciter ses capacités au-delà de ce qui était viable.
114. **Un représentant du GABON** a souligné la nécessité de partenariats plus structurés en matière de financement du développement et dit que le FIDA devrait

travailler tant dans le système des Nations Unies qu'en dehors sur des questions telles que les formes mixtes de financement. S'agissant de la collaboration approfondie avec le secteur privé, le Fonds devrait se servir des garanties contre les risques pour faciliter une plus grande participation de ce secteur. Enfin, une plus grande intégration dans les filières en amont et en aval était nécessaire et serait en effet cruciale pour nourrir la population et atteindre une véritable sécurité alimentaire. Le Gabon avait l'intention de travailler avec le FIDA et ses États membres dans tous ces domaines en vue de développer son secteur agropastoral.

115. **Une représentante des TONGA** a dit que le dialogue en cours était crucial pour les pays de la région du Pacifique, notamment en ce qui concernait trois priorités stratégiques: une intégration plus profonde des marchés; l'augmentation de l'emploi rural, notamment chez les jeunes; le renforcement de la résilience climatique, aux conflits et aux chocs économiques. FIDA14 était étroitement aligné sur les besoins structurels, les vulnérabilités et les possibilités propres aux îles du Pacifique. La situation dynamique à laquelle étaient confrontées ces îles exigeait néanmoins d'envisager sous un nouvel angle quatre priorités stratégiques en particulier.
116. Le premier concernait le développement de l'emploi rural et la création de moyens de subsistance axés sur les jeunes, l'accent étant mis en particulier sur les entreprises agricoles dirigées par les jeunes, y compris la transformation des plantes racines, les moyens de subsistance verts et bleus, les emplois résilients face au climat, les emplois ruraux numériques, ainsi que le développement des compétences et la formation professionnelle concernant l'agriculture moderne. Le deuxième concernait la participation du secteur privé et les partenariats avec celui-ci selon des modalités innovantes, aux fins de financements destinés des économies insulaires. La mobilisation du secteur privé était souvent insuffisante et certaines îles du Pacifique, dont les Tonga, avaient besoin d'investissements catalyseurs pour surmonter les obstacles créés par des marchés à petite échelle sur lesquels les coûts étaient élevés. Les priorités pourraient inclure l'intégration des entreprises agricoles privées dans les filières du Pacifique, le financement des petites entreprises rurales selon des modalités mixtes, la finance numérique et la banque mobile, ainsi que la recherche d'investissements verts dans l'agriculture fonctionnant à l'énergie renouvelable.
117. La transformation rurale inclusive pour les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables constituait la troisième priorité. Dans les populations petites mais diverses des pays insulaires du Pacifique, il existait d'importantes inégalités de genre dans la participation économique rurale. Il convenait donc d'envisager de donner la priorité à des questions telles que les microentreprises dirigées par des femmes, le soutien aux autres communautés insulaires, des approches respectant les structures foncières et communautaires traditionnelles, ainsi que les programmes d'inclusion sociale pour les membres des communautés. Enfin, il était crucial de renforcer les programmes ruraux intégrés dirigés par les pays dans la région du Pacifique qui permettaient une adaptation régionale centrée sur les stratégies nationales en matière d'agriculture et de résilience climatique, les modèles insulaires des Māori pour la mise en œuvre et des systèmes de surveillance renforcés. Sur la base de ces éléments, durant FIDA14, les pays du Pacifique, y compris les Tonga, pourraient piloter un programme de développement rural résilient, inclusif et climato-compatible, adapté au contexte insulaire.
118. **Une représentante de la COLOMBIE** a indiqué que, dans le cadre de la transformation de son système agricole, la Colombie avait œuvré pour l'inclusion et saluait donc l'accent mis par FIDA14 sur les jeunes, la jeunesse rurale, les femmes et les peuples autochtones, ce qui, espérait-elle, devrait augmenter la participation des associations et coopératives de jeunes et de femmes rurales. Les jeunes étaient dotés des capacités nécessaires pour travailler en milieu rural, où l'investissement économique avait été extrêmement fructueux.

119. En Colombie, l'accent était mis sur l'inclusion des jeunes moyennant un système de gouvernance inclusive à tous les niveaux et dans tous les secteurs. L'accent mis sur la résilience devrait être basé sur l'inclusion d'un maximum de parties, notamment les générations futures, en particulier dans des pays comme la Colombie, où les conditions étaient très diverses, et les zones tropicales et autres étaient gravement touchées par les changements climatiques. Les événements météorologiques qui en ont résulté ont mis en lumière la nécessité d'investir dans la préparation aux risques et les systèmes de gestion des risques, notamment au n de mesures techniques et de la mobilisation du secteur privé, avec la participation des banques et des systèmes d'assurance.
120. L'aide nécessaire aux petits producteurs ne se limitait pas à l'octroi de crédits aux jeunes et aux femmes, mais devait aussi inclure d'autres formes de soutien, la participation à la gouvernance pour l'utilisation des prêts et l'ouverture du marché de l'investissement. Enfin, une attention devait être accordée aux besoins à long terme. Les changements climatiques n'allaient pas s'inverser et l'investissement dans la résilience climatique était un enjeu à long terme exigeant d'améliorer la production et d'aspects sociaux, telles que les services publics, le logement et l'approvisionnement en eau. Ces objectifs ne pourraient être atteints sans un secteur bancaire durable, soutenu par des alliances entre banques régionales et nationales, mais aussi avec le secteur bancaire privé.
121. **Un représentant de l'ESWATINI** a indiqué que les sujets couverts par FIDA¹⁴ faisaient clairement écho aux priorités nationales de l'Eswatini, où une transformation rurale durable plaçait la population jeune élevée au cœur du programme national de développement. Améliorer la productivité des petits exploitants, créer des sources de revenus durables, renforcer la résilience et transformer le secteur agricole en général exigeait de voir au-delà de la production et de privilégier plutôt l'autonomisation des jeunes entrepreneurs pour relier les exploitations agricoles aux marchés, innover, ajouter de la valeur aux produits, créer des emplois, accroître la résilience et donner accès à des financements abordables et inclusifs.
122. Les jeunes étaient le plus grand atout démographique du pays et offraient le plus grand potentiel d'innovation et se voyaient donc offrir un environnement propice, incluant un financement abordable, des infrastructures et des compétences adéquates, ce qui servirait de base pour transformer l'agriculture en un moteur de la création d'emplois, de l'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire. Un fonds de développement agricole avait récemment été créé pour répondre à la forte demande de financements relais. À cet égard, le FIDA jouait un rôle crucial grâce à ses investissements catalytiques, sa contribution à l'élaboration des politiques et ses partenariats, qui contribuaient à réduire les risques associés aux entreprises agricoles, à mobiliser le financement privé et à transformer les idées en entreprises évolutives.
123. Pour accroître l'impact, le FIDA et ses États membres devraient s'attacher à : développer le financement adapté aux jeunes, y compris le financement mixte et les instruments de partage des risques; renforcer les liens entre fournisseurs, exploitations agricoles et marchés moyennant, par exemple, la passation de marchés publics, les partenariats avec le secteur privé et la gestion de la chaîne d'approvisionnement; investir dans des compétences d'avenir en matière d'agrotechnologie, de gestion d'entreprise, de normes de qualité et de pratiques climato-compatibles; doubler l'investissement dans des stratégies de lutte contre les changements climatiques et de soutien à l'adaptation des petits exploitants. L'Eswatini subissait lui-même les effets des changements climatiques, qui avaient décimé ses récoltes.
124. Entre autres choses, les stratégies adoptées devraient viser à améliorer les systèmes de récupération de l'eau, protéger l'agriculture et renforcer la résilience

des communautés vulnérables. Le pays était disposé à approfondir son partenariat avec le FIDA et d'autres organisations partageant les mêmes idées, y compris dans le secteur privé, afin de partager des enseignements et de mettre au point des solutions modulables. Il saluait l'initiative en cours financée par le Fonds visant à accroître la productivité agricole des petits exploitants du pays et la commercialisation de leurs produits, qui ciblait les communautés vulnérables et allait changer de nombreuses vies.

125. **Un représentant de la POLOGNE** a dit qu'en tant que membre relativement récent du FIDA, le pays était clairement conscient de l'importance du Fonds et de sa pertinence dans l'architecture mondiale du développement. Il était frappant de voir constater l'espoir que suscitait le FIDA en créant des perspectives pour les générations futures. La Pologne se réjouissait donc de participer activement à FIDA14 dans le but de façonner l'avenir. À cet égard, la première priorité devrait être l'autonomisation des jeunes, des femmes et des générations futures dans les zones rurales. La deuxième était que le FIDA continue d'accomplir un excellent travail dans des contextes géopolitiques difficiles, notamment en Ukraine, où l'on espérait que le Fonds pourrait prendre part à la reconstruction et à la reprise du secteur agricole une fois terminée la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie. La troisième priorité était représentée par l'Année internationale des agricultrices (2026).
126. **La MODÉRATRICE** a invité M. Chandra Sametko, Directeur de pays du FIDA pour les îles du Pacifique, à expliquer de quelle manière, en sus du financement, la collaboration directe avec les communautés pourrait renforcer la résilience et permettre aux populations rurales de se remettre des chocs et de s'y adapter.
127. **M. Candra SAMEKTO** (Directeur de pays pour les îles du Pacifique, FIDA), qui a illustré ses propos par des exemples, a fait savoir que les difficultés rencontrées par les pays insulaires du Pacifique étaient associées à des caractéristiques spécifiques, en particulier leur isolement, leur éloignement et leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles, surtout pendant la saison des cyclones. Les produits qui devaient être importés, y compris de nombreux légumes, étaient extrêmement coûteux. Associées à la petite échelle des économies nationales, ces caractéristiques signifiaient que le FIDA devait collaborer étroitement avec les populations en première ligne. Des interventions locales ont été conçues selon des processus collaboratifs en vue de renforcer l'appropriation locale, de développer la confiance et la cohésion sociale, et de préserver les connaissances et capacités locales.
128. Par exemple, aux Tonga, où le FIDA était actif depuis plus de 15 ans, presque toutes les communautés rurales du pays seraient concernées par la troisième phase d'un projet existant. Cela aurait pour effet de renforcer les connaissances et la résilience au sein de ces communautés et d'accroître leur participation à la prise de décisions et à la planification. De fait, les investissements du Fonds ciblaient également les communautés locales, l'appropriation locale, la cohésion sociale et la résilience communautaire.
129. **Une représentante de l'AUTRICHE** a salué la priorité qui était donnée durant FIDA14 à l'amélioration des moyens de subsistance ruraux par un cadre d'investissement intégré et a ajouté que les investissements dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets restaient essentiels. Compte tenu de la croissance projetée de la demande alimentaire au cours de la prochaine décennie, le FIDA devrait continuer à faire figure d'exemple s'agissant de ses interventions en faveur de l'agriculture durable et de la biodiversité. Durant FIDA14, en plus de mettre l'accent sur les jeunes et l'emploi rural, il devrait continuer de renforcer ses activités relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. D'autres mesures devraient également être prises pour atteindre les objectifs ambitieux fixés, qui étaient très appréciés.

130. Les bons résultats obtenus grâce à des projets menés dans les filières avec la participation du secteur privé devraient encourager le FIDA à intégrer davantage d'opérations avec le secteur privé parmi les projets. La question était cependant de savoir s'il disposait des compétences adéquates, de ressources suffisantes et des flux de travail opérationnels appropriés pour une bonne mise en œuvre. Compte tenu des difficultés qu'il y avait à améliorer des aspects cruciaux de l'efficacité opérationnelle et de la pérennité des projets, l'accent mis durant FIDA14 sur le renforcement des capacités nationales pour obtenir un impact plus important a été salué. En parallèle, le Fonds devrait mener une réflexion plus globale sur la manière d'accroître la durabilité des projets, notamment par l'utilisation des technologies les plus récentes pour mesurer la durabilité, formuler des observations plus complètes sur l'impact à long terme des projets et déterminer les enseignements à retenir.
131. **Une représentante de l'ESTONIE** s'est dite résolument favorable à l'accent mis par FIDA14 sur le positionnement des populations rurales au centre de la transformation et sur la création de liens entre les marchés, l'emploi rural et la résilience, et a dit que les objectifs d'investissement dans les zones rurales devaient aller au-delà de la productivité et inclure la stabilité, l'inclusion et la sécurité à long terme, en particulier dans les contextes de fragilité. L'Estonie était d'avis que les investissements dans les jeunes entrepreneurs offraient une solution pratique pour améliorer les emplois ruraux et la croissance, notamment par des approches regroupant compétences, financement et liens avec les marchés.
132. L'année 2026 étant l'Année internationale des agricultrices, FIDA14 devrait continuer d'intégrer l'autonomisation des femmes dans ses activités, non seulement comme une cible en matière de participation, mais aussi sous la forme de mesures concrètes pour améliorer l'accès à la terre, aux financements, aux services de conseil et aux marchés. Le soutien aux agricultrices était l'un des moyens les plus efficaces de renforcer la nutrition des ménages et la résilience des communautés, qui, dans le cadre de FIDA14, devraient être considérées comme une priorité d'investissement centrale, notamment dans les situations de fragilité ou de conflit. Il était important d'investir au premier kilomètre aux fins la paix et de la stabilité, car les moyens de subsistance ruraux, les marchés locaux fonctionnels et les services de base étaient essentiels pour atténuer les facteurs de migration et d'instabilité.
133. Il faudrait accorder une place centrale à un accès modulable aux marchés et à des systèmes propices, notamment aux infrastructures publiques numériques. Certains des meilleurs avantages retirés de l'investissement au premier kilomètre étaient d'ordre institutionnel et numérique ainsi que physique, et n'étaient pas nécessairement coûteux. On pouvait notamment citer les registres agricoles et fonciers interopérables, les systèmes fiables pour les bénéficiaires, les outils numériques de finance rurale et les plateformes de conseil. L'expérience a montré que des composantes numériques à faible coût et bien gérées, associées à une bonne gouvernance des données, pouvaient réduire les coûts de transaction, améliorer la transparence, renforcer le suivi des résultats et jeter des bases solides pour l'intégrité et la responsabilité.
134. La collaboration récente de l'Estonie avec l'Ukraine par l'intermédiaire du FIDA a mis en lumière les difficultés pratiques que posait l'obtention d'un impact à grande échelle du FIDA et la nécessité de mobiliser des financements et des partenariats supplémentaires, en particulier lorsque les conditions de sécurité compliquaient les missions traditionnelles et exigeaient des approches adaptables. En mars 2026, l'Estonie apporterait une micro-contribution en organisant une série de séminaires régionaux avec les parties prenantes dans certains oblasts de l'ouest et du centre de l'Ukraine. Les séminaires réuniraient les administrations locales, les organisations de producteurs, les services de conseil, les entreprises agricoles locales et la société civile. Ils offriraient l'occasion de déterminer les contraintes et

les possibilités propres aux petits exploitants commerciaux, en particulier ceux qui cultivaient moins de 50 hectares, et de cartographier les filières prioritaires, d'évaluer l'état de préparation des institutions locales et d'explorer des solutions faisant intervenir le secteur privé.

135. **Une représentante de l'IRLANDE [F]** a indiqué que, comme on avait pu le voir dans la vidéo diffusée précédemment, son pays avait énormément tiré parti de sa transformation agricole au cours des 50 dernières années. Les principaux facteurs de cette transformation avaient été l'investissement en faveur des populations, en particulier les petits exploitants, les communautés rurales et les femmes, ainsi que les échanges et les investissements internationaux, notamment en provenance de l'Union européenne. L'expérience de l'Irlande montrait qu'avec des investissements en faveur des communautés rurales et la fourniture de services d'éducation et d'un accès aux compétences, aux technologies et aux financements, les communautés pouvaient prendre en main leur propre transformation agricole.
136. Dans ce contexte, il était crucial d'investir en faveur des femmes et des jeunes et d'aider les petits exploitants agricoles à s'adapter aux effets des changements climatiques. L'Irlande avait été fière de doubler sa contribution de base lors de FIDA13 et aspirait à continuer à développer son partenariat avec le Fonds, en mettant l'accent sur plusieurs priorités. Le FIDA devait s'attacher en particulier aux populations qui avaient le plus besoin d'investissements agricoles, notamment les petits exploitants agricoles dans les pays à faible revenu, en Afrique, dans les petits États insulaires en développement et dans les situations de conflit et de fragilité, où l'insécurité alimentaire était la plus forte.
137. Devant l'intensification des effets des changements climatiques, le FIDA devait continuer à investir dans l'action climatique et à renforcer la résilience des petits exploitants. Compte tenu de l'impact transformateur de l'égalité femmes-hommes sur la production agricole, le Fonds devait continuer de montrer la voie en favorisant l'égalité d'accès des femmes à la terre, aux financements, aux compétences, à la formation et aux autres ressources. Au vu des coupes importantes dans les investissements en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, lesquelles étaient susceptibles de réduire à néant des années de progrès, l'Irlande soutenait l'engagement du FIDA à renforcer les partenariats pour que le système des Nations Unies dans son ensemble puisse répondre efficacement aux crises et opérer la transition des besoins immédiats au relèvement à long terme, tout en maintenant son attention sur la nutrition et l'alimentation saine, pierres angulaires de la transformation des systèmes agroalimentaires. En conclusion, l'Irlande saluait le renforcement de l'importance accordée par le FIDA à la participation du secteur privé et à l'innovation technologique et se tenait prête à intensifier sa coopération dans ce domaine.
138. **Un représentant du PÉROU** a déclaré que la croissance économique n'était vraiment durable que lorsqu'elle générait des emplois de qualité et ouvrait des perspectives entrepreneuriales à proximité des populations rurales, en particulier pour les petits agriculteurs, les jeunes et les femmes. Les écarts constatés depuis longtemps restaient un défi majeur, surtout dans les zones rurales qui, malgré leur grand potentiel, continuaient de présenter des niveaux très élevés de pauvreté et de vulnérabilité et une économie parallèle très importante. La croissance économique dépendait non seulement de l'augmentation de la production, mais aussi de l'intégration des producteurs dans des filières susceptibles d'être développées et de devenir durables.
139. L'expérience du FIDA et sa coopération au renforcement des organisations communautaires étaient extrêmement utiles et devaient être amplifiées par des échanges d'enseignements fructueux et des programmes permettant aux femmes, aux peuples autochtones et aux jeunes d'accéder à des activités productives durables. Le développement rural résultait principalement d'un engagement en

faveur de l'équité, de la cohésion sociale et du bien-être. L'emploi rural, le financement inclusif et la croissance faisaient tous partie de la même équation. L'accent mis par le FIDA sur le financement inclusif en faveur des zones rurales était essentiel.

140. **Une représentante du BRÉSIL [F]** a indiqué que les trois principaux sujets du débat, à savoir l'efficacité des interventions, le déblocage de fonds et la constitution de partenariats à long terme, étaient étroitement liés. En effet, pour être efficaces, les interventions devaient s'appuyer sur un financement mobilisé auprès d'une large base, y compris du secteur privé, et l'établissement de partenariats durables avec d'autres institutions ou des agents locaux. Elles devaient toujours être intégrées dans des stratégies nationales, des plans de développement et des plans sectoriels, notamment les dispositifs renforçant d'autres facteurs de développement cruciaux tels que les infrastructures et l'électrification. Les différentes mesures devaient également s'inscrire dans un système de financement du développement mis en place avec d'autres banques multilatérales de développement ainsi que des banques et des institutions locales, l'objectif étant notamment de mener des interventions durables débouchant sur le renforcement des institutions financières locales et la constitution de marchés financiers.
141. Dans ce contexte, il était important de tirer pleinement parti des capacités du FIDA en matière d'évaluation ainsi que de partage et de diffusion des connaissances et des résultats de ses interventions en faveur de la sécurité alimentaire, de la réduction de la pauvreté et du développement rural. Il n'était plus possible de soutenir l'adaptation aux changements climatiques uniquement avec les financements publics. Les études faisaient ressortir un retour intéressant sur chaque dollar dépensé dans l'adaptation au climat, en coûts évités et en rendement des investissements. Il convenait donc de trouver de meilleures façons de mesurer ces rendements et d'évaluer la valeur actuelle nette des projets en cours. S'agissant du nouvel objectif visant à tripler le financement de l'adaptation d'ici à 2035, il fallait de toute évidence inclure dans l'adaptation les questions de l'eau, de la sécurité alimentaire, de la biodiversité, des infrastructures et de la santé, domaines indissociables des activités du FIDA.
142. **Une représentante de la NORVÈGE [F]** a souligné que l'ODD 17 établissait clairement l'importance des partenariats mondiaux pour améliorer le recouvrement de recettes intérieures et la mobilisation de ressources financières pour l'investissement dans les pays en développement. À cet égard, la transformation de l'architecture financière du FIDA avait permis d'obtenir des volumes de financements de meilleure qualité, plus efficaces et plus importants en soutien au développement agricole dans les pays partenaires. Les contributions de base, lesquelles forment le socle financier du Fonds, étaient cependant sous tension en raison de la situation géopolitique imprévisible, qui poussait de nombreux pays à revoir leur aide publique au développement. Il était clairement dans l'intérêt à long terme des donateurs de contribuer à une reconstitution généreuse des ressources et d'avancer des arguments encore plus solides aux décideurs et au public pour l'allocation des rares ressources. Le monde s'appuyait sur un système multilatéral solide, fonctionnel, et légitime. Ce système étant également sous tension, tous les organismes des Nations Unies, dont le FIDA, devaient donner la priorité à l'Initiative ONU80. Il convenait de considérer le système dans son ensemble, en tenant compte de la manière dont les donateurs pouvaient contribuer au bon fonctionnement du système et en améliorer l'efficacité grâce au financement.
143. La Norvège appuyait les priorités stratégiques de FIDA14 relatives aux trois piliers interdépendants constitués par les marchés, l'emploi rural et la résilience. Le soutien de base devait continuer d'aller aux pays les moins développés et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La réduction de la fragmentation des flux de capitaux devait être un objectif important et intégré du modèle

opérationnel du FIDA. Il était également primordial que le Fonds continue d'accorder la priorité au secteur privé dans l'accomplissement de son mandat. Les investissements dans l'ensemble de l'écosystème des filières et des marchés du secteur alimentaire étaient essentiels pour obtenir des résultats durables. Bien que sans conteste important, l'investissement à long terme dans les zones fragiles était complexe et coûteux. Le FIDA devait donc trouver un équilibre durable pour ses activités dans ces zones fragiles en s'appuyant sur la gestion des risques, et laisser l'aide humanitaire à d'autres acteurs.

144. La Norvège convenait, avec de nombreux pays partenaires, que le FIDA, parallèlement aux priorités transversales relatives à l'égalité des sexes, à l'inclusion, à l'autonomisation des femmes et aux possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes, devait continuer de mettre fortement l'accent sur l'action climatique. Le Fonds restait un partenaire essentiel pour la Norvège, qui était prête à contribuer à une généreuse reconstitution des ressources.
145. **Une représentante des MALDIVES [F]** a indiqué que son pays était l'un des plus vulnérables au monde face aux changements climatiques, étant exposé à l'élévation du niveau de la mer, à des intrusions salines, à des phénomènes météorologiques extrêmes, et que sa superficie limitée de terres arables avait une incidence directe sur sa capacité de production alimentaire. Du fait de cette fragilité, la sécurité alimentaire n'était pas seulement un objectif de développement, mais aussi une question de sécurité nationale. Dans ce contexte, les meilleurs résultats étaient venus de la modernisation comme solution d'adaptation au climat: grâce à l'hydroponie, système de culture protégé et économe en eau permettant une production en milieu contrôlé. Les investissements avaient cependant été peu importants, et la situation était rendue encore plus complexe du fait de la diversité des îles du pays.
146. Axer les efforts sur l'augmentation de la production sans remédier au manque de filières structurées et d'entreposage frigorifique serait insuffisant. La priorité était donc d'intégrer la production aux activités d'ajout de valeur et à la distribution afin que les petits producteurs puissent, au-delà de leur subsistance, s'assurer la génération de revenus stables. La participation des jeunes serait également un paramètre essentiel de cette évolution. L'avenir des jeunes serait marqué par les changements climatiques. Lorsque l'agriculture était présentée comme une activité fondée sur la technologie moderne et commercialement viable, les jeunes commençaient à s'y intéresser. Il était toutefois difficile de mobiliser des investissements privés et intérieurs dans de telles situations de fragilité. Les Maldives attendaient donc du financement du développement qu'il joue un rôle de catalyseur et permette un partage des risques. Dans les petits États insulaires en développement vulnérables face aux changements climatiques, la résilience, la croissance et la stabilité étaient interdépendantes. Le FIDA et d'autres partenaires pouvaient contribuer à la mise en place de systèmes alimentaires capables de résister aux chocs et d'offrir des moyens de subsistance sûrs par des investissements ciblés et des partenariats durables.
147. **Un représentant du JAPON**, apportant son appui à l'orientation générale de FIDA14, a déclaré qu'il importait de définir clairement une méthode collective de transposition à plus grande échelle afin de fournir des modèles polyvalents et adaptables susceptibles d'être efficacement intégrés dans d'autres projets et d'autres stratégies régionales. Il était également essentiel de financer la participation du secteur privé, qui jouait un rôle fondamental de raccordement au premier kilomètre. Son pays avait constamment soutenu cette approche aux côtés du FIDA, dans le cadre de l'initiative de renforcement des liens entre le secteur privé et les petits producteurs, qui avait rassemblé des entreprises internationales et des petits producteurs. En fournissant une assistance technique et en atténuant les risques à un stade précoce, le Fonds avait aidé les petits producteurs à s'organiser pour devenir des partenaires commerciaux fiables.

148. Concernant les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP), l'accent mis sur des stratégies de retrait claires et la prise en main nationale était particulièrement apprécié. Des feuilles de route spécifiques devaient être intégrées par défaut aux programmes afin d'en assurer la durabilité à long terme. Cela nécessiterait un engagement continu en faveur de la concertation sur les politiques et du renforcement des capacités afin d'obtenir un impact durable. Le Japon se félicitait grandement de la fonction spéciale d'assembleur de financements assumée par le Fonds. Sachant que le ratio de cofinancement atteint lors de FIDA12 était largement supérieur à l'objectif ambitieux fixé pour FIDA13, on pouvait espérer viser encore plus haut avec FIDA14.
149. **Un représentant de la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO** a déclaré que le cycle de FIDA14 se devait d'être ambitieux, ciblé et adapté aux défis croissants auxquels font face les populations rurales dans le monde entier. Il fallait placer la résilience climatique au cœur de FIDA14, notamment en transposant à plus grande échelle l'agriculture climatiquement rationnelle, en promouvant des variétés végétales résilientes, en développant les systèmes d'irrigation économes en eau, et en renforçant les services d'information sur le climat et d'alerte rapide. Au moins 40% des ressources de FIDA14 devaient être allouées à l'adaptation et à l'atténuation climatiques dans l'agriculture, en particulier dans les contextes ruraux vulnérables et fragiles. Il fallait inciter le FIDA à rendre l'agriculture attractive et rentable pour les jeunes en élargissant l'appui aux marchés agricoles numériques, aux technologies de l'agriculture de précision, aux incubateurs d'entreprises agricoles et au renforcement des capacités axé sur la demande. Le Fonds devait également chercher à approfondir ses partenariats avec des entreprises technologiques et des établissements universitaires afin de donner aux jeunes ruraux les moyens d'orienter l'avenir de l'agriculture.
150. Il convenait de développer les filières et l'accès aux marchés en stimulant l'investissement dans les infrastructures après récolte, les installations de transformation et les systèmes de certification de la qualité, et en renforçant les coopératives agricoles et la transparence des systèmes d'information sur les marchés. FIDA14 devait permettre d'adopter des approches de nature à transformer les rapports femmes-hommes et de promouvoir l'autonomisation économique et le rôle moteur des femmes, parallèlement à l'inclusion sociale. Une large prise en main par les pays, des partenariats stratégiques, une coopération Sud-Sud et triangulaire, des moyens solides de mesurer les résultats et une bonne efficacité opérationnelle étaient essentiels pour concrétiser toutes ces priorités.
151. **Un représentant du NÉPAL**, saluant la priorité accordée systématiquement par le FIDA à la rentabilité des petits producteurs ruraux, au renforcement de la résilience et à la promotion d'une agriculture tenant compte des enjeux nutritionnels, a précisé qu'il restait essentiel d'accroître les financements à des conditions concessionnelles et sous forme de dons en faveur tant des pays les moins développés que des pays vulnérables face aux changements climatiques. Un appui accru à l'innovation, à l'agriculture numérique, au développement de l'entrepreneuriat agricole, à la participation du secteur privé et à la résilience climatique serait vital pour moderniser le secteur, attirer les jeunes et renforcer les économies rurales.
152. Les interventions qui offraient des résultats rapides, comportaient de faibles risques et nécessitaient des investissements financiers limités étaient les plus efficaces pour déverrouiller des marchés, créer de l'emploi et renforcer la résilience. Les dons et les prêts concessionnels, les fonds visant à atténuer les risques, la sensibilisation et le renforcement des capacités étaient en revanche plus efficaces pour mobiliser des investissements publics et privés à grande échelle dans les marchés ruraux et les filières. Il fallait mettre en place des environnements d'investissement porteurs pour aider les États, les institutions financières internationales, le secteur privé et d'autres acteurs à coopérer plus

efficacement pour mobiliser des ressources et favoriser la sécurité alimentaire, la croissance économique inclusive et la stabilité. FIDA14 devait également être l'occasion de s'attacher aux défis liés à la féminisation de l'agriculture, à la migration des jeunes et à l'inclusion sociale.

153. **Une représentante de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE [F]** a déclaré que FIDA14 offrait au Fonds une occasion décisive de poursuivre son rôle transformateur en milieu rural. Il convenait de cibler les investissements sur les jeunes ruraux et les agricultrices en vue d'obtenir un impact durable à grande échelle. Les investissements en faveur des jeunes ruraux généraient des emplois, de l'innovation et une résilience des territoires et offraient une alternative réaliste à la migration, contribuant ainsi à préserver l'avenir des communautés rurales. Les agricultrices jouaient en outre un rôle essentiel dans la transformation rurale en favorisant la sécurité alimentaire et la résilience et en transmettant les connaissances agricoles de génération en génération.
154. La valeur apportée par le FIDA reposait sur sa capacité à relier le financement international aux économies rurales les plus vulnérables. Il convenait donc d'axer FIDA14 sur les instruments financiers souples et les financements concessionnels, l'investissement dans la résilience climatique et la sécurité de l'approvisionnement en eau, ainsi que l'innovation numérique et l'accès au financement dès le premier kilomètre.
155. **Un représentant de la SUÈDE** a déclaré que, compte tenu de l'incertitude grandissante à l'échelle mondiale, de la diminution des ressources et des besoins croissants, le multilatéralisme était essentiel, et que les institutions comme le FIDA, qui offraient des résultats tangibles et mesurables aux populations les plus pauvres, devaient être considérées comme prioritaires. La transformation rurale, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance résilients n'étaient pas seulement des objectifs de développement, il s'agissait aussi des fondations à mettre en place pour atteindre la stabilité économique, réduire les pressions migratoires et parvenir à une paix durable. Outre la capacité du FIDA à démultiplier les contributions de base grâce à son modèle financier efficace, la Suède saluait les solides résultats du Fonds en matière de cofinancements et de revenus, notamment leur ampleur et leur rapport coûts-avantages.
156. La Suède plaçait l'efficacité, l'intégrité et la lutte contre la corruption au cœur de sa coopération pour le développement et cherchait à renforcer les synergies entre développement, commerce et croissance du secteur privé. L'une des grandes priorités à conserver pour FIDA14 était de définir de hautes ambitions climatiques dans l'ensemble du portefeuille du Fonds et d'obtenir davantage de financements pour l'adaptation au climat, y compris pour les petits exploitants les plus vulnérables face aux changements climatiques, dans la droite ligne de l'Accord de Paris. Il était très efficace d'investir dans l'autonomisation économique des femmes, car la réduction des disparités entre les sexes dans le secteur agricole pouvait augmenter le produit intérieur brut mondial de près de 1 000 milliards d'USD. En conséquence, le FIDA devait promouvoir l'égalité d'accès des femmes à la terre, aux financements et aux marchés, ainsi que leur participation à la prise de décision.
157. La Suède adhérait fortement aux orientations prises par le FIDA en matière de mobilisation de capitaux privés, de renforcement des filières inclusives et des petites et moyennes entreprises rurales, et d'utilisation d'instruments financiers innovants pour accroître l'impact. Elle saluait le récent succès des obligations durables émises par le Fonds pour attirer des capitaux institutionnels suédois. Le Fonds devait également profiter de FIDA14 pour intensifier ses activités de restauration des moyens de subsistance en milieu rural, de reconstruction du système de production agricole et de renforcement de la résilience en Ukraine.

158. **Un représentant des PHILIPPINES** a exprimé son soutien à FIDA14 et indiqué que les programmes dirigés par les pays, la participation du secteur privé et l'innovation étaient essentiels pour réaliser les priorités proposées. La résilience des communautés insulaires face aux phénomènes climatiques extrêmes devait être renforcée par une gestion durable des ressources côtières et terrestres, une diversification des revenus en milieu rural, un développement inclusif des moyens de subsistance et une amélioration des liens avec les marchés. Ces mesures pouvaient également répondre aux défis indissociables que constituent la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité résultant des chocs climatiques, la dégradation des pêcheries et des terres agricoles, l'accès limité aux marchés et la faible connectivité.
159. Les Philippines espéraient mener à bien un projet portant sur la résilience des communautés insulaires dans le cadre de FIDA13 et, d'ici à FIDA14, reproduire à plus grande échelle les modèles les plus efficaces et partager les connaissances acquises pour faciliter une mise en œuvre sur mesure. Il était instamment demandé à tous les États membres et partenaires de soutenir FIDA14 et de continuer d'investir ensemble dans les populations rurales pour la sécurité alimentaire, la prospérité et la stabilité.
160. **La MODÉRATRICE** a invité Bernard Hien, Directeur régional de la division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, à faire part de son point de vue sur les meilleures pistes pour transformer l'agriculture, les marchés ruraux et les filières en moteurs d'emploi pour les jeunes et en outils potentiels pour relever les défis de la fragilité, de la migration et de la stabilité.
161. **Bernard HIEN** (Directeur régional de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre, FIDA), après avoir cité l'exemple d'un jeune Camerounais au chômage devenu le plus grand pisciculteur d'Afrique centrale grâce à un projet d'entrepreneuriat dans l'aquaculture destiné aux jeunes et financé par le Fonds, a indiqué que des défis tels que la fragilité, le chômage des jeunes, la faim et l'insécurité alimentaire pouvaient ouvrir des perspectives si l'on axait les efforts sur le renforcement des capacités, les technologies, les investissements dans les filières, l'accès à la terre, les financements et les marchés, ainsi que le développement des infrastructures.
162. Dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA aidait de jeunes entrepreneurs et des entreprises agricoles à se développer et créait des emplois pour les jeunes grâce à son programme de pôles intégrés d'entrepreneuriat agricole en Afrique, en utilisant des solutions numériques, l'agriculture de précision, des plateformes en ligne et d'autres technologies pour attirer les jeunes et réduire les écarts de productivité. Le FIDA investissait également dans toutes les filières prioritaires et avait consacré 2 milliards d'USD à des financements par fonds propres pour faciliter l'accès à la propriété foncière, à la sécurité foncière, aux financements et aux marchés. Par ailleurs, le Fonds développait les infrastructures de la région pour renforcer les liens avec les marchés et les zones de production, notamment en finançant d'importantes constructions de routes, et pour améliorer la gestion après la prestation des services ainsi que l'approvisionnement en énergie.
163. Il était essentiel de faire participer les jeunes à l'élaboration des politiques et aux décisions, en menant en parallèle des actions collectives destinées à ouvrir des perspectives, pour renforcer leur résilience et celle de leurs communautés et offrir une alternative durable à la migration.
164. **Un représentant de l'ITALIE**, après avoir salué la clarté de la présentation des défis du développement dans la brochure de la table ronde, a déclaré que les activités menées par le FIDA pour répondre aux besoins en matière de développement ne devaient pas mettre en danger la viabilité financière de l'institution. L'accent mis sur l'Afrique et le niveau d'ambition affiché pour la région, et en particulier pour l'Afrique subsaharienne, répondaient globalement aux

attentes de son pays et étaient bien en phase avec l'approche du Plan Mattei pour l'Afrique. L'Italie se félicitait également de l'attention portée à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes pour prévenir de manière efficace la migration forcée et l'exode des talents et des compétences des pays les moins avancés. Le FIDA devait continuer de s'attaquer aux causes profondes de la migration forcée et de l'instabilité et renforcer ses activités dans les contextes de fragilité. L'Italie saluait en outre le recentrage du Fonds sur sa compétence particulière – sa valeur ajoutée sans équivalent – s'agissant de la production agricole sur le premier kilomètre.

165. Pour encourager le commerce et réduire ainsi la migration, il fallait des liens solides entre le premier kilomètre et un large éventail de marchés, notamment les principales destinations des exportations. Il convenait donc d'aider les États membres à se mettre en conformité avec les normes de sécurité sanitaire des aliments, les normes phytosanitaires et les normes de durabilité environnementale des principaux importateurs. L'adaptation climatique devait également être mise en avant lors de FIDA14, par une utilisation accrue de l'innovation et des technologies dans le cadre d'un partenariat renforcé avec le secteur privé, les associations caritatives, les universités et les organisations de la société civile.
166. L'Italie saluait les mesures prises par le FIDA pour mobiliser des ressources privées et attendait avec intérêt de recevoir de plus amples informations à propos de l'additionnalité, de la sélection des instruments financiers et des intermédiaires, des modalités d'intervention, ainsi que des ressources, financières et autres, nécessaires. Il fallait rechercher des synergies entre les acteurs publics et privés, en se fondant sur leurs atouts particuliers et sur une division du travail en fonction des risques, pour dépasser la mécanique de jeu à somme nulle.
167. **Une représentante de l'INDONÉSIE [F]** a exprimé son soutien aux trois priorités pour FIDA14, et indiqué que les jeunes agriculteurs et les entreprises agricoles étaient des moteurs essentiels de la modernisation agricole. Plus ouverts à l'innovation, aux technologies numériques et aux pratiques durables, les jeunes étaient particulièrement bien placés pour servir de passerelle entre l'agriculture traditionnelle et les filières modernes. L'appui indéfectible du FIDA aux partenariats avec les jeunes dans l'agriculture était particulièrement apprécié.
168. Il fallait assurer l'accès des jeunes entrepreneurs aux marchés pour permettre le passage d'une agriculture de subsistance à des entreprises viables. Au vu des risques importants, liés aux changements climatiques, qui pesaient sur la production agricole et les moyens de subsistance ruraux, et en particulier sur les jeunes entrepreneurs qui entraient dans le secteur, il convenait en outre d'intégrer la résilience climatique et l'agriculture climato-compatible dans les stratégies de passage de la ferme au marché.
169. Les États membres devaient s'unir autour d'un cycle de FIDA14 puissant et ambitieux pour permettre au Fonds de continuer à répondre aux besoins des jeunes entrepreneurs et des communautés rurales dans le monde entier. L'Indonésie restait déterminée à promouvoir une approche de prise en main du développement rural par les pays, qui placerait les jeunes entrepreneurs au centre de la modernisation agricole, élargirait l'accès aux marchés et renforcerait la résilience climatique au sein des filières.
170. **Une représentante [F] du ROYAUME DES PAYS-BAS**, soulignant l'actualité de la lutte contre la pauvreté dans un contexte d'évolution permanente des relations internationales et de la coopération pour le développement, a déclaré que les intérêts stratégiques des pays tant partenaires que bénéficiaires devaient être pris en compte. Son pays adoptait une approche davantage fondée sur la réciprocité, axée sur les intérêts mutuels liés au commerce, à l'économie, à la stabilité, à la sécurité et à la migration. Dans ce contexte, la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires résilients face aux changements climatiques étaient essentiels.

171. Avec FIDA14, le Fonds partait avec justesse du premier kilomètre, en s'attachant à venir en aide aux communautés rurales les plus exclues et défavorisées, ce qui non seulement contribuait à réduire la pauvreté, mais jetait aussi les bases de la stabilité mondiale et de la prospérité partagée. Une analyse approfondie et l'élaboration d'une stratégie étaient néanmoins requises, car l'efficacité au niveau des pays ne se répercutait pas nécessairement au niveau mondial. Le FIDA devait donc revoir le système de suivi pour déterminer comment reproduire les actions à plus grande échelle en vue d'accroître l'impact sur le commerce, la stabilité et la lutte contre la migration forcée.
172. La participation et l'innovation du secteur privé étaient des leviers transversaux essentiels, et les stratégies d'investissement souverain et non souverain du FIDA étaient accueillies avec satisfaction. La mobilisation du secteur privé devait être amplifiée et accélérée au niveau international afin de renforcer le savoir-faire et l'entrepreneuriat. Le Royaume des Pays-Bas était prêt à apporter ses connaissances et son expertise sur ces questions et à collaborer avec le FIDA et d'autres banques multilatérales de développement et institutions de financement du développement pour renforcer et étendre les filières en vue de leur donner accès aux marchés locaux et aux corridors commerciaux régionaux, et pour promouvoir les corridors commerciaux mondiaux de l'Union européenne.
173. **Un représentant de l'ALGÉRIE**, saluant le pragmatisme du FIDA et ses programmes axés sur les résultats, a déclaré que dans le contexte de la raréfaction de l'eau et du réchauffement climatique, il deviendrait important dans les années à venir d'accroître les investissements dans le développement agricole des zones arides et semi-arides. Son pays avait enregistré des réussites dans ce domaine, et les anciennes dunes et zones sableuses représentaient désormais la moitié de la production agricole. Le développement de cultures résistantes à la sécheresse, l'électrification et l'énergie solaire prenaient également une haute importance, et la salinisation des sols représentait un autre défi majeur.
174. Il fallait s'efforcer d'optimiser l'allocation des ressources. L'agriculture était fortement subventionnée dans le monde, or ni ces efforts ni les aides n'étaient bien alignés ou axés sur l'obtention de résultats. Le remplacement des subventions aux intrants par des subventions à la production et le subventionnement de l'assurance avaient contribué à protéger les agriculteurs de l'incertitude générée par les changements climatiques et d'autres facteurs.
175. Le développement des technologies agricoles, de l'innovation et des start-ups pouvait également aider les agriculteurs à accéder plus facilement au financement, d'autant que la plupart des agriculteurs n'étaient pas bancables. À cette fin, il était essentiel de faciliter l'accès à des investissements et à des fonds à un stade précoce, de réduire la réglementation et de promouvoir le développement des compétences en gestion d'entreprise au moyen d'incubateurs.
176. **Un représentant du RWANDA** a indiqué que, dans le cadre du COSOP 2025-2030 pour son pays, le FIDA portait le développement technologique à plus grande échelle en vue d'accroître la production, la résilience climatique, l'accès aux marchés et la nutrition des petits exploitants agricoles dans les systèmes agroalimentaires, en prêtant une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux groupes vulnérables. Il augmentait en outre l'efficacité et les investissements dans l'ensemble des systèmes agroalimentaires par le jeu de l'innovation, des technologies numériques et des mécanismes de financement.
177. Il était important de transposer à plus grande échelle les interventions éprouvées avant d'en expérimenter de nouvelles, et d'assurer leur durabilité grâce à des approches intégrées. La transformation des systèmes agroalimentaires nécessitait d'envisager des réformes en vue de garantir que les approches existantes restent applicables et en mesure de répondre aux nouveaux défis. Il fallait par ailleurs

mettre au point des technologies accessibles et abordables pour tous les acteurs des filières.

178. **Un représentant de la FINLANDE**, réaffirmant le soutien de son pays au mandat et au travail essentiels du FIDA, a déclaré que l'investissement dans le développement rural n'était pas seulement un moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté, mais qu'il constituait aussi un outil puissant pour favoriser la paix et la stabilité. L'inclusion de l'investissement et de l'innovation du secteur privé en tant que priorités transversales pour FIDA14 était accueillie avec satisfaction compte tenu du rôle clé de ces facteurs dans la promotion d'un développement rural durable et inclusif. La Finlande souhaitait vivement que FIDA14 apporte un appui vigoureux aux partenariats de développement du secteur privé et catalyse des ressources, notamment des capitaux privés. Les récentes évaluations menées par le Fonds ont clairement montré qu'une participation soutenue du secteur privé avait un impact profond, ainsi qu'un effet multiplicateur potentiel. Les innovations devaient répondre aux besoins des petits exploitants et des petites et moyennes entreprises, et en particulier des jeunes et des femmes chefs d'entreprise.
179. La Stratégie 2025-2031 du FIDA pour le climat, l'environnement et la biodiversité constituait une bonne base pour les futures activités du Fonds. La stratégie devait transparaître dans FIDA14, de même que l'importance de l'égalité des sexes et de l'appui à l'accès des femmes chefs d'entreprise au financement et à la connectivité numérique. En tant que coprésidente de la Coalition pour l'alimentation scolaire, la Finlande souhaitait également que le Fonds adopte une approche plus large et plus systématique pour relier les petits exploitants aux programmes nationaux de repas scolaires durant FIDA14, en vue d'améliorer la nutrition des enfants tout en assurant un revenu régulier et stable aux petits exploitants.
180. **Un représentant du TCHAD** a indiqué que son pays avait demandé l'appui du FIDA concernant la mobilisation du secteur privé, le renforcement des compétences en gestion d'entreprise des jeunes et des femmes, la gestion des risques et la réforme du secteur bancaire. Compte tenu de la diminution de l'aide publique au développement, l'appui et la coopération pour la transformation agricole dont le pays bénéficiait en permanence du Fonds restaient essentiels.
181. L'approche entrepreneuriale adoptée par le FIDA, qui tenait compte des changements climatiques et des besoins des jeunes et était de nature à transformer les rapports femmes-hommes, avait placé le Fonds à la pointe de la transformation durable et inclusive des systèmes agricoles. Il faudrait, dans le cadre de FIDA14, appuyer le financement des entreprises agricoles et chercher à développer l'assurance contre les risques agricoles pour indemniser les agriculteurs en cas de chocs liés au climat. Il conviendrait également d'encourager les partenariats public-privé, la participation des jeunes et les réformes pour aider les États, les institutions de financement du développement, le secteur privé et d'autres acteurs à coopérer efficacement en vue de mobiliser des ressources et de promouvoir la sécurité alimentaire, la croissance économique inclusive et la stabilité.
182. **Une représentante de l'ALLEMAGNE [F]** a déclaré que le FIDA devait être encouragé à continuer de renforcer sa réputation de principale organisation promouvant la sécurité alimentaire et la résilience des petits agriculteurs et des communautés rurales. Il fallait, pour FIDA14, comme pour FIDA13, consacrer les ressources en priorité aux pays les moins avancés et aux régions fragiles. Compte tenu de l'énorme pression exercée sur les systèmes financiers et les budgets publics, le Fonds devait continuer de rechercher des possibilités d'optimiser l'effet de levier sur son bilan. Dans ce contexte, l'initiative d'optimisation des fonds propres, le Fonds fiduciaire pour le secteur privé et les mesures plus récentes de mise en place d'instruments de garantie méritaient tous d'être salués. Le FIDA

devait accorder une attention approfondie aux garanties et aux autres instruments financiers, y compris les solutions de réduction des risques pour les petites et moyennes entreprises et les petits exploitants. Il devait en outre prendre en compte le rôle d'autres acteurs dans la coopération avec les institutions financières internationales, notamment les banques régionales de développement.

183. La coopération étroite du FIDA avec les autres organismes ayant leur siège à Rome était notée avec satisfaction et devait être poursuivie. Le Fonds était un partenaire solide, fiable et influent au sein du système multilatéral.
184. **Un représentant de la ZAMBIE**, après avoir souligné l'importance des jeunes entrepreneurs pour son pays et l'impact des conflits sur le prix des matières premières, a exhorté tous les États membres à apporter une contribution substantielle à FIDA14, pour le bien de tous. Il faudrait se focaliser sur quatre enjeux lors de FIDA14: l'irrigation en l'absence de pluie, pour garantir des disponibilités alimentaires suffisantes; les installations de stockage alimentaire, qui faisaient défaut dans toute l'Afrique; l'abandon de la houe manuelle au profit de la mécanisation; l'élaboration par le Fonds d'une politique pour aider les États membres à réduire les risques et leur permettre ainsi de favoriser la participation des jeunes et des femmes.
185. **Un représentant des ÎLES SALOMON** a indiqué qu'il conviendrait lors de FIDA14 de donner la priorité: à l'agriculture climato-résiliente dans les îles exposées aux cyclones et aux inondations; à la sécurité alimentaire et à la nutrition des ménages ruraux; à l'accès aux marchés et aux revenus ruraux dans les zones reculées confrontées à des coûts de transport élevés; à l'emploi des jeunes et à l'autonomisation des femmes dans l'agriculture; à un appui souple aux administrations des petites îles. L'investissement rural dans les petits États insulaires en développement était essentiel pour la sécurité alimentaire, la résilience climatique, la stabilité économique et nationale, ainsi que le bien-être social. Dans ces pays, les investissements réalisés dans le cadre de FIDA13 dans la résilience climatique, la nutrition et l'accès aux marchés amélioraient déjà la vie des agriculteurs ruraux. Les activités menées au titre de FIDA14 devraient prêter un appui porteur de transformation aux communautés rurales vulnérables face aux changements climatiques qui avaient les besoins les plus importants, en renforçant la sécurité alimentaire et la nutrition, et en veillant à ce que les petits États insulaires en développement bénéficient d'un financement flexible et adéquat pour favoriser des moyens de subsistance ruraux résilients.
186. **Un représentant de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE** a indiqué qu'il conviendrait d'axer FIDA14 sur les différents défis auxquels les zones rurales faisaient face actuellement, tout en s'attachant à l'atout particulier et à la viabilité financière du Fonds. Dans cette optique, FIDA14 devait aller au-delà de l'engagement de longue date en faveur de la réduction de la pauvreté rurale et du renforcement de la sécurité alimentaire pour offrir une orientation claire et stratégique visant à accélérer la croissance inclusive en augmentant la productivité et en resserrant les liens avec les marchés. Ce changement d'orientation était essentiel pour préserver la pertinence et l'efficacité du FIDA dans un environnement mondial de plus en plus complexe.
187. La principale priorité pour FIDA14 devait être d'accroître la productivité agricole et de faire progresser la transformation structurelle des systèmes alimentaires. Des technologies avancées telles que l'intelligence artificielle et les solutions numériques ouvraient de nouvelles perspectives à l'agriculture, mais leurs avantages profitaient principalement à un nombre restreint de pays et de populations. Une transformation structurelle inclusive était nécessaire pour faire en sorte qu'elles soient accessibles et transposables à l'ensemble du secteur agricole, y compris aux petits exploitants.

188. Des mesures devaient également être prises pour augmenter les revenus ruraux en améliorant l'accès aux marchés et en renforçant les filières, afin de dépasser le stade de l'agriculture de subsistance et de faire en sorte que le secteur devienne une source d'emplois décents et de création de valeur. Une approche intégrée reliant la transformation, la distribution et la commercialisation était nécessaire pour garantir que les pays vulnérables et les populations rurales ne soient pas laissés pour compte. L'inclusion et le renforcement de la résilience devaient être au cœur de toutes les opérations du FIDA.
189. **Un représentant de la FRANCE** a déclaré que les gouverneurs du FIDA devaient s'attacher à présenter le Fonds comme une plateforme souple et unique d'action au premier kilomètre du développement, où l'investissement a l'impact le plus transformateur, lorsqu'il s'inscrit dans une approche axée sur les débouchés et la connexion aux marchés. Les priorités pour FIDA13 – résilience, résilience climatique, biodiversité et collaboration avec le secteur privé – restaient tout à fait pertinentes et devaient être encore consolidées dans le cadre de FIDA14, comme les participants l'avaient clairement indiqué lors du dialogue des leaders sur le financement du développement rural au premier kilomètre.
190. Cela étant, dans un paysage international plus bridé et fragmenté, dans lequel les exigences étaient élevées, mais les financements limités, il fallait faire des choix concernant les scénarios financiers. Des enseignements devaient être tirés de l'expérience, et les transactions ou opérations non souveraines devaient rester sélectives et progressives. Le FIDA devait également s'appuyer sur des partenaires du secteur privé capables de transposer à plus grande échelle des projets pilotes et des réformes structurelles lorsque cela était nécessaire. Enfin, le modèle financier devait être encore optimisé pour permettre au FIDA de saisir toutes les occasions qui s'offraient à lui et de surmonter les obstacles grâce à de nouveaux outils.
191. **Une représentante du DANEMARK** a souligné que, dans le cadre de FIDA14, il ne faudrait pas seulement renforcer les priorités pour FIDA13, mais aussi s'appuyer sur les enseignements tirés de l'expérience et sur les résultats obtenus lors des précédentes reconstitutions. L'approbation, fin 2025, de la Stratégie 2025-2031 du FIDA pour le climat, l'environnement et la biodiversité avait marqué une étape décisive pour les activités futures du Fonds en général et pour FIDA14 en particulier, compte tenu de l'importance de l'adaptation aux changements climatiques. Le respect des valeurs, des normes et des principes internationalement reconnus était tout aussi fondamental au regard du mandat du Fonds. À cet égard, il était vital de prêter une attention particulière aux questions relatives au genre, qui jouaient un rôle fondamental dans le développement agricole. Parmi les autres points importants figuraient la collaboration avec le secteur privé et les investissements mobilisés dans celui-ci, la création d'emplois et la jeunesse, en tant que moteurs d'un développement rural durable et inclusif.
192. **Une représentante de l'ESPAGNE** a expliqué que des messages positifs tels que ceux délivrés dans la précédente vidéo consacrée aux avantages apportés par les activités du FIDA avaient été à l'origine de la décision de son pays de quadrupler sa contribution à FIDA13, cycle qui avait donné de très bons résultats tels que la consolidation institutionnelle, les mesures en matière de transition et d'adaptation climatiques, ainsi que l'accent mis sur les questions de genre. Pour FIDA14, plutôt que de chercher à changer une stratégie qui fonctionnait, il fallait poursuivre sur la même voie en se concentrant sur la question climatique et sur les transitions sociales et économiques. À cet égard, les principaux objectifs devaient être de quantifier les cibles, d'obtenir des données fiables, de communiquer dans un esprit positif, de mobiliser le secteur privé et d'adopter une approche transversale de l'environnement et de la condition des femmes.
193. **Un représentant du KOWEÏT** a déclaré que la transformation rurale, en particulier pour les femmes et les jeunes, devait reposer sur un ensemble intégré

de mesures comprenant des infrastructures de marché qui relient les producteurs et les consommateurs, soutiennent les moyens de subsistance face aux changements climatiques, garantissent une gestion efficace de l'eau et favorisent les projets et les compétences dans les filières. Pour accroître l'investissement privé local, le financement du développement devait être axé: sur la limitation des risques et la promotion de canaux de financement et d'instruments de partage des risques; sur des projets solides, nécessaires aux petites et moyennes entreprises pour obtenir des crédits; sur des technologies, telles que les paiements numériques; sur le suivi et l'analyse avancés des risques climatiques, pour réduire les coûts et les risques pour les prêteurs locaux.

194. Des plateformes nationales renforcées étaient nécessaires pour créer un environnement favorable. Parallèlement à leur contribution à la réduction des risques, le FIDA et les autres institutions de financement du développement devaient apporter des financements concessionnels et un appui technique, tandis que le secteur privé devait investir dans la fabrication, la logistique et la commercialisation.
195. En conclusion, le Koweït soutenait les trois priorités pour FIDA14 et encourageait le Fonds à adopter, dans ce cadre, une approche plus globale de la sécurité hydrique et de l'adaptation climatique, ne fût-ce que parce que l'emploi et la sécurité alimentaire dans les zones rurales de nombreux pays bénéficiaires dépendaient de la durabilité des ressources en eau.
196. **Une représentante du ROYAUME-UNI** a mis en avant cinq priorités pour FIDA14. Premièrement, dans l'esprit de l'Initiative ONU80, le FIDA devait s'engager explicitement dans ses COSOP à ne pas se contenter d'un alignement, mais à s'orienter vers une élaboration conjointe des projets et des stratégies, notamment en intégrant les programmes du Fonds dans les plans de pays des coordonnateurs résidents ou des coordonnateurs de l'action humanitaire. Deuxièmement, les services destinés aux petits agriculteurs dans les contextes de vulnérabilité et de fragilité impliquant en général des risques accrus, il fallait tout mettre en œuvre pour préserver l'intégrité financière du Fonds tout en offrant la souplesse et l'appétence au risque nécessaires pour obtenir de véritables avantages pour les femmes rurales, les jeunes et les petits producteurs.
197. Troisièmement, le Fonds devait accroître à la fois ses opérations souveraines et non souveraines, étant donné que, dans de nombreux contextes de fragilité, de conflit et d'instabilité, les marchés locaux, les opérateurs économiques, les agrégateurs et les microentrepreneurs dont dépendaient les populations pour leur subsistance et leurs revenus n'avaient pas accès aux voies traditionnelles de financement du développement. À cet égard, FIDA14 devait tirer parti des solides bases posées par FIDA13.
198. Quatrièmement, une stratégie de collaboration avec le secteur privé à l'échelle du système devait être élaborée pour encourager des investissements non souverains diversifiés accordant autant d'importance, sinon plus, aux opérations qui mobilisaient des financements nationaux et transformaient des systèmes entiers, et pas seulement des entreprises individuelles. Enfin, le FIDA devait accélérer les investissements dans l'adaptation climatique en milieu rural et favoriser une agriculture climato-résiliente, des pratiques régénératrices et des filières résistantes aux changements climatiques, et définir pour ces différents domaines de solides indicateurs de résilience montrant les progrès tangibles obtenus sur le terrain.
199. **Une représentante de la RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA** a salué les investissements du FIDA dans le développement rural, la réduction de la pauvreté, le renforcement de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et les moyens de subsistance durables, et précisé que le financement au premier kilomètre de la chaîne de production était particulièrement important. Ce premier

kilomètre n'était pas seulement celui où persistaient des défis structurels, mais aussi celui qui offrait les plus fortes possibilités de transformation. Au vu de l'expérience tirée par son pays d'une approche territoriale participative dans laquelle les communautés rurales étaient les agents du développement, et compte tenu du fait qu'il ne restait que quatre ans pour atteindre les ODD, il apparaissait important de s'attacher aux domaines ayant déjà donné des résultats. En renforçant les systèmes agricoles et les chaînes de distribution au niveau local, et en mettant en place des politiques tenant compte de la nutrition, son pays avait augmenté les disponibilités alimentaires et facilité l'accès de la population à une alimentation abordable et adéquate. Il avait ainsi montré que l'intégration de la promotion de la santé et de la protection sociale était essentielle pour réaliser l'ODD 2 (Faim zéro).

200. Au vu des enseignements tirés de l'expérience, il fallait axer FIDA14 sur les objectifs stratégiques visant à utiliser la science, la technologie et l'innovation pour renforcer les économies nationales; adopter une approche multisectorielle pour mettre en place des systèmes alimentaires résilients; permettre la participation des communautés rurales et autochtones et des communautés de pêcheurs; reconnaître le rôle transformateur des femmes et des jeunes dans l'agriculture; tenir dûment compte des pratiques traditionnelles. L'expérience de son pays montrait que l'investissement local, la cohérence institutionnelle et la participation communautaire étaient autant de facteurs qui contribuaient à un impact durable.
201. **Une représentante de l'AFRIQUE DU SUD** a déclaré qu'en ces temps marqués par l'intensification des défis mondiaux, les changements climatiques, l'insécurité alimentaire, l'aggravation des inégalités et la réduction des financements, le FIDA restait un partenaire essentiel pour favoriser une croissance inclusive, des systèmes alimentaires résilients et des moyens de subsistance durables. Son mandat portant sur le financement de la transformation rurale le distinguait des autres organismes et fonds des Nations Unies, et il devait en tirer parti. Le FIDA devait s'attacher plus résolument à diversifier ses sources de financement, notamment en se tournant vers les États membres qui avaient précédemment contribué à des cycles de reconstitution, afin de voir comment il pourrait continuer à bénéficier d'un soutien, même moindre, de leur part.
202. Le cycle de FIDA14 devait être axé sur trois priorités. Il convenait d'abord de renforcer l'appui à une agriculture climato-résiliente et à l'adaptation, en particulier pour les petits exploitants et les femmes, qui étaient les premiers à subir les contrecoups des chocs climatiques. La deuxième priorité était d'attacher davantage d'importance à l'inclusion des femmes et des jeunes, ainsi qu'au développement des entreprises rurales, afin d'ouvrir de nouveaux débouchés économiques et d'endiguer les flux de migrants ruraux vers les villes. Enfin, il fallait renforcer la prise en main par les pays et l'harmonisation avec les priorités nationales de développement pour faire en sorte que les interventions du FIDA aient un impact mesurable et durable tout en tirant parti des financements nationaux pour maximiser les résultats. Cette prise en main et cette harmonisation pouvaient être reliées à l'élaboration des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable au niveau des pays, un processus intégré qui prenait en compte les priorités sectorielles et les mécanismes de financement, et faisait intervenir différents organismes des Nations Unies et ministères.
203. **Un représentant de l'OUGANDA**, après avoir retracé l'historique de la coopération entre le FIDA et son pays, a déclaré que le Fonds jouait un rôle essentiel dans la concrétisation des aspirations énoncées par l'Ouganda dans sa stratégie de croissance. Il appelait la direction du FIDA à tenir compte de cette stratégie dans le cadre des activités de développement menées aux côtés des autorités ougandaises et de la transition vers FIDA14.

204. **Un représentant du CONGO**, après avoir exposé la collaboration de son pays avec la Banque asiatique de développement pour le financement au premier kilomètre, a déclaré que le FIDA devait appuyer les stratégies d'amélioration des infrastructures dans les zones rurales et favoriser l'achat de terres et de matériel pour transformer les produits agricoles, en mettant notamment l'accent sur la participation des femmes et des jeunes.
205. **Un représentant d'EL SALVADOR** a déclaré que FIDA14 apporterait une contribution essentielle aux efforts consentis par son pays pour relancer l'agriculture, produire sa propre nourriture et venir à bout de la faim après une longue et difficile période. L'accent devait être mis sur la situation réelle des communautés rurales les plus vulnérables, de manière à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire en favorisant la mise en place de systèmes agroalimentaires justes, durables et inclusifs, qui limitent la spéculation et favorisent des revenus dignes, la productivité et la modernisation technologique.
206. Un programme en cours appuyé par le FIDA avait démontré l'importance d'augmenter les revenus, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience climatique dans les zones rurales du pays, où des avancées significatives avaient été réalisées en matière de technologies agricoles intelligentes, de systèmes d'irrigation, de renforcement des capacités locales et d'appui aux microentreprises rurales. Les mesures prises à cet égard devaient continuer à cibler les petits producteurs, les coopératives, les femmes et les jeunes afin d'offrir des conditions de marché équitables, une stabilité des disponibilités alimentaires et des prix, ainsi qu'un panier de produits alimentaires de base abordable. Son pays était prêt à partager son expérience dans le cadre des activités du FIDA ou d'autres mécanismes bilatéraux.
207. **Un représentant du LIBÉRIA**, après avoir décrit les deux initiatives essentielles en matière de développement menées dans son pays dans le cadre de son solide partenariat avec le FIDA et les autres activités prévues dans le cadre de FIDA13, a précisé que FIDA14 devrait être axé sur le développement des infrastructures rurales. Les pays en développement, en particulier ceux d'Afrique subsaharienne, avaient besoin d'investissements supplémentaires dans les routes d'accès dont dépendaient leurs systèmes agricoles. Des mesures devaient également être prises pour développer les infrastructures d'irrigation essentielles dans ces pays, qui disposaient de ressources en eau abondantes, mais pas des installations nécessaires pour en tirer pleinement parti. Enfin, il conviendrait de prendre en considération l'investissement visant à renforcer la participation des jeunes et des femmes au secteur agricole dans le cadre de la démarche de développement dans ces pays.
208. **Gérardine MUKESHIMANA** (Vice-Présidente du FIDA), résumant le débat, a indiqué que les observations des participants étaient tout à fait en phase avec les priorités proposées pour FIDA14. Les intervenants avaient abordé avec clarté et réalisme les tensions ressenties du fait des contraintes financières, de la dette, de l'insécurité alimentaire, des chocs climatiques et de l'instabilité, en particulier dans les zones rurales. Il avait été également dit de façon très claire, dans ce contexte, que l'investissement dans les populations et les économies rurales n'était pas facultatif, mais que c'était au contraire l'un des moyens les plus efficaces de favoriser la sécurité alimentaire, les débouchés économiques et la stabilité, tant au niveau national que mondial.
209. Le débat avait également mis en lumière combien il était important de cibler les actions. Lorsque les ressources étaient limitées, l'impact dépendait de choix réfléchis, de la concentration des efforts là où ils donneraient les meilleurs résultats et où les investissements permettraient de relever simultanément de multiples défis afin de donner aux communautés rurales les moyens de mener leur propre transformation économique. L'importance de l'investissement en faveur des jeunes

et des femmes avait également été soulignée, tout comme la nécessité de renforcer la résilience des communautés rurales, en particulier dans les petits États insulaires en développement. De nombreux intervenants avaient souligné le rôle central des partenariats et les possibilités de collaborer dans ce cadre avec le secteur privé, y compris avec les petits acteurs privés locaux.

210. Plus important encore, le débat avait été l'occasion de réaffirmer la responsabilité partagée qui était au cœur du FIDA, car la transformation rurale ne pouvait être opérée par une seule institution ou un seul pays ou secteur. Le consensus autour de la valeur et de l'approche centrée du Fonds, qui étaient sans équivalent, s'était également manifesté tout au long des discussions.
211. Le vif sentiment de perspectives et d'optimisme qui transparaisait de nombreuses déclarations serait essentiel alors que les travaux de la Consultation sur FIDA¹⁴ démarraient. Après avoir remercié les participants au nom de la direction du FIDA pour leur collaboration, leur honnêteté et leur engagement, Gérardine MUKESHIMANA a indiqué qu'elle se réjouissait à la perspective de travailler avec eux à une reconstitution qui apporterait des résultats là où ils étaient les plus importants pour les populations rurales, pour les systèmes alimentaires et pour la stabilité commune.
212. **La MODÉRATRICE [F]** a indiqué que les opinions exprimées sur la plateforme Mentimeter montraient que la principale motivation à investir dans le développement rural qui était avancée par une large majorité était le renforcement de la sécurité alimentaire et la stabilisation des systèmes alimentaires, et que la création d'emplois et de débouchés économiques, en particulier pour les jeunes, arrivait immédiatement après. Concernant la question sur l'atout particulier qui distinguait le plus le FIDA des autres organismes, l'impact démontré sur les revenus, la résilience, la sécurité alimentaire et la croissance rurale inclusive était considéré comme le plus important, suivi par l'investissement sur le premier kilomètre. Dans le nuage de mots, la résilience figurait au centre des mots-clés qui venaient à l'esprit en parlant de FIDA¹⁴, et était entourée par la sécurité alimentaire, le développement et la jeunesse.
213. Pour conclure, la modératrice a remercié tous les participants pour leurs contributions à une conversation très constructive.
214. **La séance a été levée à 13 h 10.**

- (iv) Compte rendu analytique de la quatrième séance de la quarante-neuvième session tenue le mercredi 11 février 2026 à 15 heures.

Président: Son Excellence M. Abubakar Kyari (Nigéria)

Table des matières

	Paragraphe
Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE, le SAFF, et le MARE et sur la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement (point 7 de l'ordre du jour)	216-225
Établissement du Comité des émoluments (point 8 de l'ordre du jour)	226-228
Modifications apportées à la résolution 223/XLIV du Conseil des gouverneurs (point 9 de l'ordre du jour)	229-233
Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA (point 10 de l'ordre du jour)	234-238
Questions diverses (point 11 de l'ordre du jour)	239
Dialogue des Gouverneurs avec le secteur privé	240-242
Dialogue des Gouverneurs – Manifestation à l'occasion de l'Année internationale des agricultrices	243-245
Observations finales du Président du FIDA	246-247
Clôture de la session	248-249

215. La séance a été ouverte à 15 h 10.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGETS ORDINAIRE ET D'INVESTISSEMENT DU FIDA AXÉS SUR LES RÉSULTATS POUR 2026, ET PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES POUR 2027-2028; BUDGET-PROGRAMME DE TRAVAIL AXÉ SUR LES RÉSULTATS POUR 2026 ET PLAN INDICATIF POUR 2027-2028 DU BUREAU INDÉPENDANT DE L'ÉVALUATION DU FIDA; ET RAPPORTS DE SITUATION SUR L'INITIATIVE PPTÉ, LE SAFFP, ET LE MARE ET SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DU FIDA EN MATIÈRE DE RECLASSEMENT (point 7 de l'ordre du jour) (GC 49/L.4)

216. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs**, attirant l'attention sur les informations présentées dans le document GC 49/L.4, a dit que le Conseil d'administration, à sa cent quarante-sixième session, tenue en décembre 2025, avait approuvé les programmes de travail du FIDA et de son Bureau indépendant de l'évaluation (IOE), avait examiné les budgets proposés pour ces deux entités et avait recommandé qu'ils soient transmis au Conseil des gouverneurs pour approbation. Le Conseil d'administration avait en outre examiné les rapports de situation sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFFP), le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) et la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement, et avait approuvé leur communication au Conseil des gouverneurs pour information.
217. **M^{me} Gérardine MUKESHIMANA** (Vice-Présidente du FIDA), qui présentait la première partie du document GC 49/L.4 relatif aux programmes de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, et aux perspectives budgétaires pour 2027-2028, a déclaré que le budget visait à concrétiser l'ambition de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), à savoir exécuter un programme de travail de 10 milliards d'USD, ainsi que les trois grands domaines d'action prioritaires de FIDA13: une attention plus soutenue aux contextes de fragilité; l'augmentation des investissements en faveur de la résilience climatique et de la biodiversité; le renforcement de la collaboration avec le secteur privé. Il était à noter que le taux d'utilisation du budget pour 2025 atteignait, d'après les prévisions, un peu plus de 99%, soit un taux similaire à celui de 2024.
218. Le programme de prêts et dons de 2026, présenté à la section III du document, avait été fixé à 1,6 milliard d'USD afin de permettre de réaliser plus de 80% du programme de FIDA13 durant les deux premières années. Le budget 2026 avait été calculé sur la base d'une croissance réelle nulle, et s'inscrivait dans une tendance qui devait se poursuivre en 2027 et 2028. Pour 2026, l'augmentation finale nette était de 2,2%, soit un budget ordinaire net de 194,71 millions d'USD, et le nombre de postes permanents de fonctionnaire avait de nouveau été légèrement réduit, passant de 860 en 2025 à 852 en 2026. Pour améliorer la transparence et la reddition de comptes, la direction avait renforcé le lien entre budget et résultats introduit en 2025. Le budget d'investissement proposé, de 5,5 millions d'USD, servirait à couvrir d'importantes dépenses cycliques et de continuité des opérations tout en facilitant des initiatives stratégiques clés. La section III comprenait également l'allocation à titre exceptionnel standard pour la Consultation sur FIDA14.
219. **M. Indran NAIDOO** (Directeur d'IOE, FIDA), qui présentait la deuxième partie du document GC 49/L.4, a précisé que le budget-programme de travail d'IOE proposé pour 2026 tenait compte des échanges qui avaient eu lieu en 2025 avec le Comité d'audit, le Comité d'évaluation et le Conseil d'administration ainsi que des retours encourageants reçus de ces derniers. Le nouveau budget-programme de travail reflétait l'engagement d'IOE à améliorer la couverture des évaluations ainsi que la reddition de comptes et l'apprentissage au FIDA, aux fins de l'amélioration de l'efficacité, conformément à la stratégie d'évaluation pluriannuelle.

220. IOE proposait de mener en 2026 un vaste programme de travail comprenant 24 évaluations, dont 14 évaluations de stratégie et de programme de pays (ESPP). Le portefeuille global couvert par les évaluations d'IOE, qui s'établissait désormais à 7,4 milliards d'USD, avait été considérablement augmenté pour donner suite aux retours des membres du Conseil des gouverneurs et à la demande de la direction du FIDA, lesquels témoignaient de la valeur accordée aux évaluations indépendantes. Le Conseil des gouverneurs pouvait donc être assuré que les investissements réalisés par le FIDA faisaient l'objet d'évaluations rigoureuses d'IOE.
221. En 2026, IOE achèverait l'évaluation au niveau de l'institution relative à FIDA11 et à FIDA12; procéderait à l'évaluation au niveau de l'institution de la gestion des ressources humaines au FIDA; lancerait l'évaluation au niveau de l'institution des financements supplémentaires, lesquels représentaient une ressource croissante et importante pour le FIDA; mènerait une évaluation infrarégionale des activités du FIDA dans les États touchés par un conflit dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord; et élaborerait le Rapport annuel 2026 sur l'évaluation indépendante au FIDA.
222. IOE réaliserait ou achèverait également des ESPP pour le Bangladesh, le Cambodge, la Jordanie, Madagascar, le Mozambique, l'Ouganda, le Pakistan, le Pérou, le Togo, la Tunisie, la République centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie et le Zimbabwe, et un pays supplémentaire resterait à définir pour remplacer le Liban. De plus, IOE procéderait à des évaluations de la performance de projets au Bangladesh, à Belize, en Inde, en Ouzbékistan et en République centrafricaine, ainsi qu'à deux évaluations groupées de projets (sur la gestion de l'eau dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale, et sur les pratiques agroécologiques dans la région Amérique latine et Caraïbes). Comme par le passé, IOE validerait tous les nouveaux rapports d'achèvement de projet.
223. Enfin, IOE prévoyait de poursuivre en 2026 ses activités d'appui aux capacités d'évaluation et aux échanges de connaissances dans le domaine, et sa participation active aux réseaux d'évaluation internationaux, notamment le Groupe de coopération pour l'évaluation, le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et l'Initiative mondiale pour l'évaluation, ainsi qu'à plusieurs réseaux régionaux. Il maintiendrait son initiative couronnée de succès en matière d'assurance qualité, à savoir le groupe consultatif pour l'évaluation, qui en était maintenant à sa cinquième année d'activité et apportait son savoir-faire pour renforcer l'indépendance, la crédibilité et l'utilité d'IOE. Dans le cadre du renforcement de son rôle moteur en matière d'évaluation et de reddition de comptes, IOE, en coordination avec la direction, appuyait actuellement un examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA, couvrant l'autoévaluation et l'évaluation indépendante.
224. Le budget total d'IOE pour 2026 (7,910 millions d'USD) représentait une augmentation de 8,99% par rapport à 2025 et correspondait à 0,70% du programme de prêts et dons pour FIDA13, ce qui restait bien en deçà du plafond de 0,9%. Cette augmentation permettrait à IOE de tenir son engagement d'étendre la couverture de manière efficiente, et d'optimiser notablement l'utilisation de ressources bien dimensionnées au regard des produits d'évaluation. Dans les années à venir, IOE prévoyait de stabiliser son budget-programme de travail et de continuer à rechercher des possibilités d'accroître l'efficacité, notamment par l'utilisation de l'intelligence artificielle, des données géospatiales et de procédures plus rationalisées.
225. **Le Conseil des gouverneurs a adopté, par consensus et sans objection, la résolution 241/XLIX relative au budget administratif comprenant le budget ordinaire et le budget d'investissement du FIDA et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2026. Il a également**

approuvé le report à 2026 des crédits non engagés à la clôture de l'exercice financier 2025, à concurrence de 3% au maximum des crédits correspondants.

ÉTABLISSEMENT DU COMITÉ DES ÉMOLUMENTS (point 8 de l'ordre du jour) (GC 49/L.5)

226. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs, rappelant que la question de la nomination du Président du FIDA serait inscrite à l'ordre du jour de la cinquantième session du Conseil des gouverneurs, en février 2027, a indiqué que la question des émoluments et des conditions d'emploi du Président devrait avoir été résolue d'ici là. Le document GC 49/L.5 contenait donc une proposition, approuvée par le Conseil d'administration, visant à rétablir un Comité des émoluments, composé de neuf Gouverneurs et chargé d'examiner la question et de présenter ses conclusions au Conseil des gouverneurs à sa cinquantième session.
227. **M^{me} Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a déclaré, à propos des candidats proposés comme membres du Comité des émoluments, que le Secrétariat avait été informé des résultats des consultations à ce sujet au sein de chaque liste, à savoir que le Comité devait être composé comme suit: pour la Liste A, l'Autriche, la France, le Japon et la Suède; pour la Liste B: l'Algérie et l'Indonésie; pour la Sous-Liste C1, le Sénégal; pour la sous-Liste C2, la Chine; pour la Sous-Liste C3, le Panama.
228. **Le Conseil des gouverneurs a adopté, par consensus et sans objection, la résolution 242/XLIX sur le rétablissement d'un comité chargé d'examiner les émoluments du Président.**

MODIFICATION DE LA RÉOLUTION 223/XLIV DU CONSEIL DES GOUVERNEURS (point 9 de l'ordre du jour) (GC 49/L.6/Rev.1)

229. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a attiré l'attention sur le document GC 49/L.6/Rev.1 relatif à la modification de la résolution 223/XLIV du Conseil des gouverneurs et sur le projet de résolution qui y est annexé.
230. **M^{me} Katherine MEIGHAN** (Cheffe des services juridiques et de la gouvernance et Conseillère juridique du FIDA) a indiqué que le Conseil d'administration, à sa cent quarante-sixième session, tenue en décembre 2025, avait approuvé la version révisée du Cadre d'emprunt intégré figurant dans le document GC 49/L.6/Rev.1 et avait souscrit à la présentation au Conseil des gouverneurs, pour approbation, du projet de résolution correspondant sur les modifications qu'il était proposé d'apporter à la résolution 223/XLIV du Conseil des gouverneurs relative au pouvoir d'emprunter sur les marchés.
231. Au moment de l'adoption de la résolution 223/XLIV, en février 2021, le FIDA n'avait pas encore élaboré les objectifs en matière de gestion des liquidités selon les pratiques habituelles qui ont été intégrés par la suite dans le Cadre d'emprunt intégré révisé. La résolution ne faisait donc aucune distinction entre les emprunts destinés à financer l'exécution des programmes et ceux réalisés aux fins de la gestion des liquidités à court terme, un point qui était désormais couvert dans le projet de résolution en cours d'examen, dans laquelle il était réaffirmé que le Conseil des gouverneurs conservait le pouvoir d'approuver les offres publiques initiales de titres de créance du FIDA aux fins de financement de programmes et de projets. Il y était également indiqué que le FIDA pouvait émettre des instruments de gestion des liquidités à court terme sur les marchés publics, tels que des papiers commerciaux, et continuer à utiliser des placements privés pour financer des programmes et des projets.
232. La résolution telle que libellée donne la vision d'ensemble et les principes, comme le veulent les principes de gouvernance du FIDA, et laisse les détails opérationnels – y compris concernant les papiers commerciaux – aux politiques et dossiers de programme approuvés par le Conseil d'administration. Elle avait été validée par le

Conseil d'administration et les modifications proposées, ainsi que le Cadre d'emprunt intégré révisé, entreraient en vigueur et prendraient effet dès l'adoption par le Conseil des gouverneurs.

233. **Le Conseil des gouverneurs a adopté, par consensus et sans objection, la résolution 243/XLIX relative à l'approbation des modifications apportées à la résolution 223/XLIV du Conseil des gouverneurs.**

PROPOSITION DE SYSTÈME DE VOTE ÉLECTRONIQUE EN PRÉSENTIEL FERMÉ AU FIDA (point 10 de l'ordre du jour) (GC 49/L.7)

234. **Le PRÉSIDENT** a attiré l'attention sur une proposition de système de vote électronique en présentiel et en circuit fermé au FIDA, tel que décrit dans le document GC 49/L.7. Le Conseil d'administration avait approuvé la proposition à sa session de décembre 2025 et avait également décidé de soumettre au Conseil des gouverneurs le projet de résolution, joint en annexe au document, pour examen.
235. **M^{me} Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a indiqué que la proposition d'adoption d'un système amélioré de vote électronique fonctionnant en présentiel et en circuit fermé avait été établie à la suite des recommandations formulées par le Conseil des gouverneurs après la session extraordinaire tenue en 2022 pour nommer le Président du FIDA. Au cours de cette session, l'utilisation de bulletins papier avait été une importante source d'inefficacité, les deux tours de scrutin ayant duré près de neuf heures et demie.
236. En réponse, le Conseil des gouverneurs avait adopté les résolutions 228/XLVI et 234/XLVII et avait demandé au Secrétariat de se pencher sur l'amélioration de la procédure de vote, en recommandant expressément d'élaborer un système de vote électronique en présentiel, fermé aux réseaux externes, qui respecterait les normes les plus élevées garantissant le secret et l'intégrité. Le système proposé s'appuyait sur l'expérience du FIDA en matière de vote en ligne et apportait des améliorations majeures pour le vote en présentiel, conformément à quatre principes directeurs: le secret (chiffrement avancé pour garantir la confidentialité); l'intégrité (isolement total d'Internet et des environnements externes, utilisation de la technologie de la chaîne de blocs pour garantir l'authenticité de chaque vote); la sécurité (système fermé pour empêcher les accès et les manipulations non autorisés); et la vérifiabilité (trace écrite permettant aux représentants de vérifier que leur vote avait été compté).
237. Le document GC 49/L.7 décrivait les procédures opérationnelles à prévoir, comparait les systèmes de vote électronique aux bulletins papier traditionnels et présentait une analyse coûts/bénéfices. Les coûts effectifs étaient comparables, mais le système de vote électronique offrait un gain de temps substantiel, estimé à quelque cinq heures et demie pour chaque mandataire lors d'un vote à deux tours. L'objectif était d'utiliser ce système pour la nomination du nouveau Président du FIDA en février 2027 et à d'autres occasions, selon les besoins. Lors d'un essai du système durant la session en cours, les États membres avaient voté une décision du Conseil des gouverneurs qui selon eux avait eu la plus grande incidence sur la vie des personnes en milieu rural.
238. **Le Conseil des gouverneurs a pris note de la proposition et a adopté, par consensus et sans objection, la résolution 244/XLIX sur la mise en place d'un système de vote électronique au FIDA.**

QUESTIONS DIVERSES (point 11 de l'ordre du jour)

239. Aucune question n'a été traitée au titre de ce point de l'ordre du jour.

DIALOGUE DES GOUVERNEURS AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

240. **M^{me} Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a présenté le Dialogue des Gouverneurs avec le secteur privé, et M^{me} Gérardine Mukeshimana, Vice-Présidente du FIDA, a fait part d'observations liminaires.
241. Le dialogue a été animé par M^{me} Pieternel Boogaard, Directrice générale du Bureau de l'exécution technique du FIDA. Les intervenants étaient les suivants:
- M. Ryo Satomi, Directeur exécutif (Pratiques commerciales durables), UCC Japan Co. Ltd.
 - M. Ramesh Mochikal, Président-Directeur général d'Africa Improved Foods, Rwanda
 - M. Juan Antonio Rivas, Vice-Président principal et Responsable mondial du développement commercial durable, Olam Food Ingredients
 - M. Patrick Ungaro, Directeur général, Bonifiche Ferraresi International, Italie
 - M^{me} Sabrina Ounis Faiza, fondatrice et Directrice de Desert Fish, Algérie.
242. L'enregistrement du débat peut être consulté en cliquant sur ce [lien](#).

DIALOGUE DES GOUVERNEURS – MANIFESTATION À L'OCCASION DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DES AGRICULTRICES

243. **M^{me} Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a présenté le Dialogue des Gouverneurs sur l'Année internationale des agricultrices.
244. Le dialogue a été animé par M^{me} Katherine Meighan, Cheffe des services juridiques et de la gouvernance et Conseillère juridique du FIDA. Les intervenantes étaient les suivantes:
- M^{me} Mary Robinson, cofondatrice de Project Dandelion, ancienne Présidente de l'Irlande et ancienne Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, qui a prononcé le discours liminaire
 - M^{me} Gérardine Mukeshimana, Vice-Présidente du FIDA
 - M^{me} Clara Kamlomo, fondatrice d'Amazing B Projects, Malawi
 - M^{me} Andrea Lucía Sarnari, Présidente de la Fédération agraire argentine.
245. L'enregistrement du débat peut être consulté en cliquant sur ce [lien](#).

246. OBSERVATIONS FINALES DU PRÉSIDENT DU FIDA

247. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a présenté ses observations finales, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

CLÔTURE DE LA SESSION

248. **Le PRÉSIDENT** du Conseil des gouverneurs a prononcé un discours de clôture, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
249. Il a déclaré close la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs.
250. **La séance a été levée à 18 h 35.**

Chapitre 4 Déclarations et allocutions spéciales



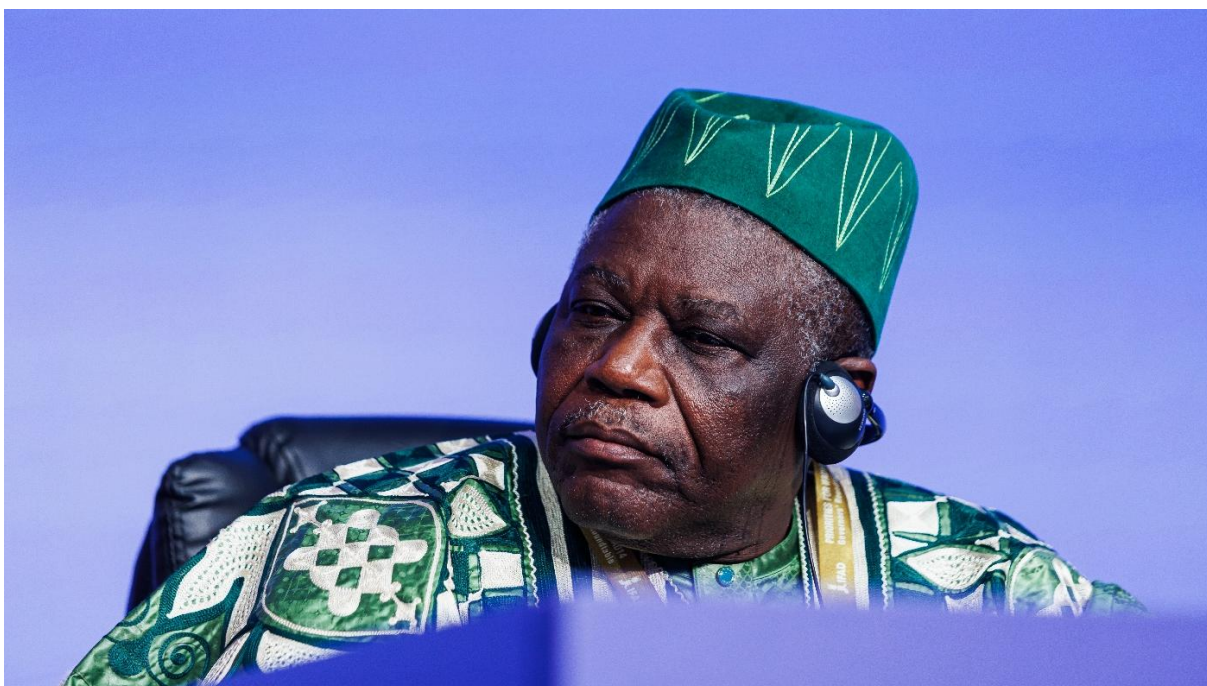
Son Excellence M. Christophe Schiltz
Président sortant et vice-président entrant du Conseil des gouverneurs
Grand-Duché de Luxembourg



Son Excellence Tatiana Rosito
Vice-présidente sortante du Conseil des gouverneurs
République fédérative du Brésil



Sénateur Abubakar Kyari
Président du Conseil des gouverneurs
République fédérale du Nigéria



Son Excellence Gabriel Mbairobe
Vice-président du Conseil des gouverneurs
République du Cameroun



Son Excellence Maryam bint Ali bin Nasser Al Misnad
Ministre d'État à la coopération internationale, Ministère des affaires étrangères de l'État
du Qatar, au nom de l'État du Qatar



Son Excellence Reuben Mtolo Phiri,
Ministre de l'agriculture de la République de Zambie, au nom de Son Excellence
M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie



M. Felipe Paullier
Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires de la jeunesse (*méssage vidéo*)



M. Tony Elumelu, Président du groupe Heirs Holding et de la United Bank for Africa, et fondateur de la Fondation Tony Elumelu



Son Excellence Mary Robinson
Cofondatrice de Project Dandelion, ancienne Présidente de l'Irlande et ancienne Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme



Alvaro Lario
Président du FIDA

Allocution de bienvenue de Son Excellence M. Christophe Schiltz, président sortant de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs les Délégués et les Observateurs, Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur de vous accueillir à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

À l'heure où nous nous réunissons, le monde est en profonde mutation. Les inégalités se creusent, les conflits persistent, les chocs climatiques se multiplient, et l'incertitude économique continue d'accabler les populations les plus vulnérables. Ces enjeux interdépendants nous rappellent que le progrès ne va pas de soi et que notre responsabilité collective n'a jamais été aussi grande.

Il est temps de faire preuve de vision et de courage. L'heure n'est plus aux petits pas, mais aux approches novatrices, qui changent véritablement la donne. En même temps, nous devons renforcer nos partenariats et mobiliser davantage d'investissements, en particulier auprès du secteur privé et d'autres parties prenantes clés, afin de traduire nos ambitions en actions concrètes. Ce ne sont pas tant nos engagements qui comptent que nos actes sur le terrain.

Il y a de bonnes raisons d'espérer. Les outils, les technologies et les innovations nécessaires pour transformer les moyens d'existence ruraux existent déjà. À condition de pouvoir compter sur des financements adéquats, des politiques cohérentes et des partenariats solides, les organisations comme le FIDA sont idéalement placées pour transformer l'essai et faire durablement changer les choses pour les communautés rurales, en renforçant la résilience, la productivité et la confiance dans l'avenir.

Le thème de la session, « De la ferme au marché: investir aux côtés des jeunes entrepreneurs », rend bien compte des possibilités. On dénombre aujourd'hui 1,3 milliard de jeunes, soit la génération la plus nombreuse de l'histoire; près de la moitié d'entre eux vivent en milieu rural. Beaucoup se heurtent à des obstacles liés à l'accès à la terre, aux financements, aux compétences et à l'emploi – des problèmes aggravés par les changements climatiques et les dynamiques migratoires –, mais ils incarnent aussi une force remarquable de renouveau. Les jeunes femmes et les jeunes hommes réinventent l'agriculture, exploitent le potentiel du numérique, promeuvent des pratiques écologiques et bâtissent des filières plus inclusives et plus dynamiques.

En investissant dans l'entrepreneuriat des jeunes, le FIDA investit dans l'avenir même des zones rurales. Ces investissements génèrent des emplois, stimulent les économies locales et permettent aux communautés rurales non seulement de survivre, mais de prospérer.

En notre qualité de Gouverneurs, nous portons une responsabilité commune: celle d'encadrer et soutenir cette ambition. En montrant la voie, en plaidant la cause et en engageant les ressources voulues, nous pouvons veiller à ce que le FIDA demeure une institution solide, réactive et pleinement en mesure d'accomplir sa mission, à savoir transformer les zones rurales et renforcer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

Sur ces mots, j'ai le plaisir de déclarer officiellement ouverte la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Je vous invite à entamer les travaux de cette session, en commençant par l'adoption de l'ordre du jour.

Discours liminaire de Son Excellence Mme Maryam bint Ali bin Nasser Al Misnad, Ministre d'État à la coopération internationale, Ministère des affaires étrangères de l'État du Qatar, au nom de l'État du Qatar

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Que la paix, la miséricorde et les bénédictions de Dieu soient sur vous,

Je suis heureuse de m'adresser à vous aujourd'hui au nom de l'État du Qatar à l'occasion de cette quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole. Je tiens à saluer, au nom de l'État du Qatar, les efforts déployés par le Fonds en faveur du développement rural et de l'autonomisation des communautés les plus vulnérables à travers le monde.

Le thème de cette session, « De la ferme au marché: investir aux côtés des jeunes entrepreneurs », reflète une réalité fondamentale: l'avenir de la sécurité alimentaire dépend du fait que les jeunes des communautés rurales aient les moyens de devenir producteurs, innovateurs et acteurs moteurs du changement au sein des systèmes alimentaires.

Excellences,

L'État du Qatar, membre fondateur du Fonds depuis la fin des années 1970, est guidé par une conviction profonde quant à l'importance du développement agricole et de la transformation rurale. Il a tout lieu aujourd'hui de s'enorgueillir de la maturité institutionnelle atteinte par le Fonds et de sa capacité concrète à améliorer les conditions de vie des petits producteurs et des communautés rurales, et nos instances dirigeantes, qui dans leur sagesse ont fait de l'humain le cœur même du développement, ne l'entendent pas autrement.

L'État du Qatar a fait de la sécurité alimentaire une priorité nationale et un pilier central de sa coopération internationale. Par le biais de ses partenariats et programmes de développement, nous continuons de soutenir la mise en place de systèmes alimentaires plus résilients, le renforcement de la production locale et des capacités des communautés à faire face aux défis climatiques et économiques, en phase avec la Vision nationale 2030 du Qatar.

Nous nous réunissons aujourd'hui dans un contexte marqué par des défis mondiaux croissants, la raréfaction des ressources, les changements climatiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement, entre autres. Mais ces défis sont aussi l'occasion de libérer le potentiel des jeunes ruraux pour qu'ils deviennent des entrepreneurs et des innovateurs dans le secteur alimentaire et agricole.

Partant de cette conviction, le partenariat entre l'État du Qatar et le Fonds repose sur trois piliers principaux:

Premièrement, le renforcement des systèmes alimentaires résilients.

Deuxièmement, l'autonomisation des jeunes entrepreneurs pour relier leurs exploitations agricoles aux marchés.

Troisièmement, l'accélération de l'innovation et de la transformation numérique dans le secteur agricole.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'État du Qatar considère le Fonds international de développement agricole comme un partenaire essentiel pour traduire les engagements internationaux en résultats concrets sur le terrain. Notre mission commune est claire: autonomiser les ménages ruraux, accompagner les jeunes et promouvoir des systèmes alimentaires plus résilients et plus équitables.

Permettez-moi, pour conclure, de souligner que l'investissement dans une jeunesse productive est un investissement dans l'avenir de l'humanité toute entière. L'État du Qatar poursuivra sa coopération avec le Fonds et avec l'ensemble de ses partenaires afin de garantir aux jeunes vivant en milieu rural les opportunités nécessaires pour qu'ils puissent contribuer activement aux systèmes alimentaires mondiaux et y exercer un rôle moteur.

Je vous remercie.

Que la paix, la miséricorde et les bénédictions de Dieu soient sur vous.

Allocution de Son Excellence Reuben Mtolo Phiri, Ministre de l'agriculture de la République de Zambie, prononcée au nom de Son Excellence Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie

Excellences, Mesdames et Messieurs les Présidents des États membres du FIDA,
 Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,
 Excellence, Monsieur le Président du Fonds international de développement agricole,
 Mesdames et Messieurs les Ministres de l'agriculture des États membres du FIDA,
 Mesdames et Messieurs les Représentants de nos partenaires coopérants,
 Mesdames et Messieurs les Représentants des institutions de financement du développement,
 Mesdames et Messieurs les Représentants du secteur privé,
 Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations paysannes,
 Mesdames et Messieurs les Représentants,
 Mesdames et Messieurs,

J'ai grand plaisir à intervenir aujourd'hui à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole.

Monsieur le Président du Conseil, j'apporte avec moi les salutations fraternelles de Son Excellence, M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie, et du peuple zambien.

Son Excellence M. Hakainde Hichilema, retenu dans notre pays par d'autres affaires non moins importantes, regrette sincèrement de ne pas pouvoir assister à cette réunion. Il m'a donc demandé de le représenter et de prononcer une déclaration en son nom.

Au nom de l'État et du peuple zambiens, nous tenons à vous dire combien nous sommes heureux de participer aux délibérations de la réunion du Conseil de cette année.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Le thème de cette session, « De la ferme au marché: investir aux côtés des jeunes entrepreneurs » trouve un fort écho. Nous sommes invités à explorer comment nos pays membres respectifs du FIDA, les institutions internationales de développement et les organismes régionaux peuvent remodeler l'agriculture en améliorant la production, la transformation, la distribution et la commercialisation des produits agricoles avec une implication active des jeunes.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Les sources concordent: le secteur agricole dans la plupart des pays africains fait face aux mêmes contraintes, qui freinent sa croissance.

La production et la productivité sont faibles du fait du coût des intrants agricoles, du médiocre niveau de mécanisation, de la dépendance à l'agriculture pluviale, de l'investissement limité dans la recherche et le développement agricoles, d'une résilience insuffisante aux changements climatiques et de pratiques inefficaces d'exploitation des terres.

De plus, les agriculteurs ont un accès limité à un financement agricole abordable, ce qui limite fortement l'investissement et l'adoption des technologies.

Le secteur agricole se caractérise également par des inefficacités dans la commercialisation des intrants et des matières premières. Cela est principalement dû à une infrastructure d'appui inadéquate pour le transport, la commercialisation, le stockage et la gestion post-récolte, ainsi qu'à des systèmes sanitaires et phytosanitaires défaillants.

À cela s'ajoutent une faible valeur ajoutée et des capacités de transformation basses, des systèmes de soutien à la croissance agricole limités par l'exiguïté des budgets, une application lacunaire des cadres réglementaires, des services d'assurance insuffisants, des systèmes de surveillance et d'alerte précoce inadéquats, ainsi qu'un faible accès à l'énergie.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

En s'attaquant à ces contraintes, nos pays pourraient capitaliser leur vaste potentiel agricole et leur dynamique démographique favorable – sachant que la jeunesse est en pleine expansion.

La Zambie s'y emploie progressivement en mettant en œuvre le programme global de soutien à la transformation agricole (CATSP).

Par ce programme, le Gouvernement cherche à transformer le secteur en mettant en œuvre des interventions destinées à :

renforcer le rôle du secteur public dans la création d'un environnement favorable aux entreprises;

améliorer la qualité des dépenses publiques en faveur de l'agriculture;

promouvoir des chaînes d'approvisionnement locales inclusives;

augmenter l'accès du secteur privé aux services financiers;

moderniser les infrastructures de production, de transformation et de commerce;

accroître les investissements dans la recherche et le développement; et

renforcer les mesures de protection environnementale et sociale.

Ces objectifs de politique générale sont mis en œuvre dans des buts de production très spécifiques dans les filières clés. Dans la filière du maïs, notre objectif est de produire 10 millions de tonnes. Pour le soja et le blé, l'objectif de production est d'un million de tonnes par culture d'ici 2030.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Je suis heureux d'informer le Conseil que notre pays progresse régulièrement dans la mise en œuvre du programme.

Nous avons entrepris un parcours pour revoir et améliorer le cadre réglementaire et juridique pour créer un environnement d'affaires propice. Actuellement, plusieurs projets de loi sont à différents stades d'examen. Nous envisageons ainsi de voir de plus en plus d'acteurs du secteur privé investir dans ce secteur.

J'aimerais souligner certaines interventions que nous avons mises en œuvre pour atteindre nos objectifs et cibles.

Nous disposons d'un mécanisme de financement de l'agriculture durable grâce auquel les agriculteurs peuvent financer à bon prix des intrants agroalimentaires, des petits systèmes d'irrigation ou la mécanisation de leur production, par exemple. L'État a fourni le capital initial, qui a servi à garantir les prêts par des institutions financières privées.

Nous avons continué à renforcer notre système de vulgarisation agricole par l'emploi et la formation du personnel, la fourniture d'équipements et la numérisation des services.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

En réponse à la sécheresse dévastatrice que notre pays a connue en 2023/2024, nous mettons en œuvre un programme national visant à placer environ 500 000 hectares de terres sous irrigation. Cela implique le développement de systèmes d'irrigation, la construction et la restauration de barrages et la création publique et privée de fermes irriguées.

De plus, les autorités publiques ont développé des semences climato-compatibles à rendement amélioré, par exemple pour le maïs, le blé ou le sorgho. Nous avons également commencé la multiplication des variétés pour les distribuer aux agriculteurs.

Pour améliorer encore la productivité de nos petits exploitants agricoles, l'État a facilité la création de centres de mécanisation à travers le pays. Les agriculteurs peuvent désormais accéder, moyennant paiement, aux services de mécanisation depuis les centres. D'autres centres devraient ouvrir cette année.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Pour approvisionner les petits exploitants agricoles en intrants efficacement et à bon prix, notre programme de soutien aux intrants agricoles prévoit désormais un système de bons électroniques. L'État a cessé d'acheter et de livrer directement des intrants aux agriculteurs. Ceux-ci reçoivent maintenant des bons d'achat qu'ils échangent contre des intrants auprès des négociants de produits agricoles de proximité.

De plus, nous avons élargi nos programmes de formation aux technologies agricoles climato-compatibles pour donner aux agriculteurs les connaissances dont ils ont besoin sur la manière d'atténuer les changements climatiques et de s'y adapter. Des centaines de milliers de petits exploitants agricoles ont été formés dans le cadre de cette initiative. Cette intervention, entre autres mesures, aide les ménages agricoles à améliorer leur résilience face aux impacts des changements climatiques.

En tant que pays, nous continuerons à augmenter nos investissements dans ces programmes pour faire en sorte d'apporter des solutions durables aux défis techniques et socioéconomiques rencontrés dans le secteur.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Le thème « De la ferme au marché: investir aux côtés des jeunes entrepreneurs » est bienvenu à une époque où la plupart de nos pays voient un nombre croissant de jeunes se lancer dans l'agriculture.

La Zambie y voit une véritable chance d'introduire dynamisme, créativité et innovation dans le secteur. Notre stratégie est d'intégrer ces jeunes entrepreneurs dans des domaines tels que l'agrotransformation, la recherche et développement, l'agritech, le commerce intérieur et international et la prestation de services.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Dans la plupart de nos pays africains, les femmes sont au centre du secteur agricole. Elles fournissent plus de la moitié de la main-d'œuvre dans la production, la récolte, la transformation et l'emballage.

Il incombe donc aux gouvernements de prendre à bras le corps leurs défis concrets. Un effort concerté s'impose, par exemple, concernant les réformes propres à éliminer les inégalités profondément enracinées entre les femmes et les hommes.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Soucieux de faire participer les jeunes entrepreneurs à l'agriculture aussi efficacement que leur potentiel le permet, nous promovons des stratégies d'investissement agricoles favorables aux jeunes. De plus, nous élargissons les opportunités de formation et d'éducation pour les jeunes. Nous mettons en place des possibilités structurées de mentorat et de réseautage pour les jeunes.

Il serait particulièrement intéressant de travailler avec le FIDA pour mettre en œuvre des programmes de financement agricole. Les programmes pourraient inclure des dons, des prêts à faible taux d'intérêt ou des options de microfinancement répondant aux besoins des jeunes agriculteurs.

Parmi les autres interventions figurent la promotion de pratiques agricoles durables, l'accès aux marchés et la promotion des technologies et innovations susceptibles d'attirer des jeunes dans le secteur.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Nous restons déterminés à réformer l'agriculture dans le cadre du programme de transformation de notre pays. Nous restons déterminés à éliminer les défis qui entravent la participation des jeunes et des femmes dans les filières agricoles.

Permettez-moi de vous assurer que la Zambie continuera d'être un partenaire sûr et constant pour le FIDA. Actuellement, nous examinons avec les bureaux régionaux et les bureaux de pays du FIDA des programmes conjoints aptes à soutenir la transformation agricole en Zambie.

Nous comptons sur le soutien de l'exécutif du FIDA dans ce parcours. La récente évaluation de la stratégie de pays du FIDA sera un instrument fondamental pour façonner la future collaboration entre la Zambie et le FIDA. Sur la base des recommandations de l'évaluation, nous allons ensemble avancer vers un programme agricole et de transformation rurale plus efficace et plus inclusif.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Je demande au FIDA d'envisager d'augmenter le financement pour la Zambie afin de nous permettre de répondre adéquatement aux défis du secteur.

Pour conclure, permettez-moi d'exprimer une fois de plus mes sincères remerciements et ma reconnaissance au FIDA pour son appui continu à la Zambie et à son peuple.

Je vous remercie.

Discours d'ouverture de M. Alvaro Lario, Président du FIDA

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Excellences,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Chers collègues et amis,

Au nom de toute l'équipe du FIDA, je vous souhaite la bienvenue à la quarante-neuvième session de notre Conseil des gouverneurs.

Nous nous réunissons à nouveau à Rome dans des circonstances sensibles. La complexité géopolitique est à son comble. Les alliances évoluent, les rapports se redéfinissent, et le système multilatéral s'adapte aux nouvelles réalités.

La seule constante est celle qui pèse sur les populations rurales et les systèmes alimentaires: chocs climatiques récurrents, fragilité croissante et sous-investissement persistant. Agriculteurs, travailleurs agricoles et entreprises rurales sont les premiers à essuyer la tempête – mais le premier kilomètre entraîne à sa suite tout le système alimentaire.

Or le système international qui sous-tend le financement du développement est lui-même sous pression financière. Le moment appelle donc une évolution – et en effet le FIDA se modernise pour agir plus vite, à plus grande échelle et pour un plus grand impact.

Nous avons renforcé notre architecture financière, affiné notre modèle opérationnel et misé sur des partenariats avec le secteur privé dont nous pourrions tirer des capitaux et des compétences. C'est là-dessus qu'il nous faut compter: rester sur le qui-vive dans un monde en mutation, en restant arrimés à notre mandat et fidèles aux communautés qui dépendent de nous.

Le modèle de financement du FIDA est structuré autour de l'effet de levier. L'apport des Membres n'est pas simplement dépensé, il est multiplié. Il renforce notre bilan, attire des partenaires et engendre des investissements à long terme dans les économies rurales – un investissement qui crée de l'emploi, augmente les revenus et renforce la résilience.

À l'orée de FIDA14, notre attention se concentre de plus en plus sur ce que nous appelons le financement du premier kilomètre – c'est là que les petits exploitants agricoles et entrepreneurs ruraux génèrent la nourriture, les emplois et l'activité économique dont dépend le reste du système alimentaire.

FIDA14 n'est donc pas une reconstitution des ressources comme les autres; c'est un bon investissement au bon moment, un instrument de stabilité, et une chance à saisir face à l'incertitude croissante. Ce cycle doit aider les pays à contrer les causes profondes de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté rurale et de l'instabilité, y compris dans des contextes touchés par la fragilité et les extrêmes climatiques, grâce à un modèle éprouvé qui transforme les contributions en impacts durables et mesurables.

Pour continuer d'investir dans la sécurité et la stabilité alimentaires, il nous faudra apprendre une grammaire plus pragmatique, où l'intérêt est roi. Autrement dit, des résultats clairs, de la discipline dans les arbitrages et les choix, et de nouvelles approches. Nous avons fait le premier pas ensemble il y a quelques années. Aujourd'hui, la direction est la même, la cadence s'accélère, et nous faisons jouer nos atouts.

Nous sommes une institution financière internationale consacrée à l'investissement dans les populations rurales. Vous, les États membres, restez la base de notre solidité financière, de notre légitimité et de notre dynamisme. Vous nous tirez vers le haut en exigeant des impacts mesurables. Votre main

tendue nous donne un apport, y compris en confiance, grâce auquel investir là où d'autres hésitent – dans des zones isolées, dans des contextes de fragilité, et dans les communautés où toutes les chaînes de valeur prennent leur source.

Votre soutien collectif permet aux communautés rurales de devenir des moteurs de croissance économique. Il nous aide à raccorder les filières locales aux marchés nationaux et mondiaux, de sorte que les petits producteurs qui approvisionnent les fabricants, les vendeurs et les entreprises mondiales tirent plus de marge de leur travail et résistent aux chocs climatiques tels que les inondations, les sécheresses et les chaleurs extrêmes.

La période que nous vivons n'est pas simple. Mais avec vos conseils et votre collaboration, je suis convaincu que nous donnons au FIDA le nécessaire pour jouer son rôle fondamental: stimuler l'investissement dans les économies rurales et obtenir un impact au premier kilomètre.

Nous sommes à un point de bascule, et les priorités de la session en portent la marque. Avant toute chose, l'investissement dans les jeunes – non pas comme bénéficiaires en marge du système, mais comme leaders au centre de la transformation rurale.

La jeune génération est la plus nombreuse de l'histoire. Il y a environ 1 300 millions de jeunes, issus pour beaucoup de pays à faibles revenus ou en développement, et pour moitié des zones rurales. Trop souvent, leurs perspectives sont bouchées: leur potentiel ne peut accéder à l'investissement, aux services et aux fonds qui pourraient le transformer en emploi productif.

Faute d'investissements, le risque est de perpétuer le cycle de faible productivité, de migration forcée et d'augmentation des inégalités. Investir comme il faut, cela veut dire au contraire créer des perspectives là où elles font défaut, et en même temps renforcer les compétences, les entreprises et les institutions locales indispensables à la compétitivité des économies rurales.

Comblar ce fossé, c'est certes aider les individus, mais c'est aussi renforcer la sécurité alimentaire, résorber les facteurs d'inégalité et dynamiser la croissance. Si nous agissons pour l'avenir, les jeunes pourront jouer un rôle central dans la transformation de l'agriculture et des systèmes alimentaires de demain.

C'est pourquoi nous mettons l'accent sur l'entrepreneuriat rural et sur la création d'emplois décents tout au long de la chaîne de valeur – non seulement au niveau de la production agricole, mais aussi dans le stockage, la transformation, la logistique, la commercialisation et l'exportation. C'est dans ces segments que les gains de productivité se traduisent en revenus, et que des emplois à forte valeur ajoutée peuvent être créés à grande échelle.

Les jeunes entrepreneurs apportent énergie, compétences numériques et créativité. Le FIDA peut contribuer à transformer ces atouts en entreprises viables en investissant dans la formation, l'accès au financement, les liens avec les marchés et les réseaux qui permettent aux entreprises rurales de se développer. Il ne s'agit pas simplement de soutenir des projets; il s'agit de renforcer la productivité rurale comme pilier de la sécurité alimentaire mondiale.

La pression monte. D'ici 2050, le monde aura besoin de produire beaucoup plus de nourriture. Investir auprès des jeunes entrepreneurs n'est donc pas un choix; c'est une obligation si nous voulons bâtir des systèmes alimentaires durables et résilients.

Quand nous parlons de jeunesse, nous devons aussi parler des jeunes femmes. Les femmes représentent 36% de la main-d'œuvre agricole mondiale et elles sont au cœur des systèmes alimentaires – pourtant, les inégalités continuent de limiter leurs opportunités, leur productivité et leur capacité à constituer des actifs.

Les femmes représentent plus de la moitié des participants aux projets du FIDA. Mais les obstacles persistent: un accès inégal au crédit et aux intrants, plus de travail de soin non rémunéré, moins de voies d'accès aux marchés les plus lucratifs. Comblar ces écarts est l'une des méthodes les plus rapides et les plus équitables pour augmenter la productivité et renforcer la résilience.

Il n'est donc pas gratuit d'avoir fait de 2026 l'année internationale des agricultrices. L'heure est venue de reconnaître le rôle central des agricultrices – et de s'engager à prendre des mesures pratiques qui ouvrent des portes: accès au financement et à la formation, droits sécurisés sur la terre et les ressources, et meilleures connexions avec les marchés et les services.

L'expérience du FIDA parle clairement: lorsque les femmes ont un accès au financement et aux compétences, les résultats s'améliorent – pour les ménages, les communautés et les économies rurales. En près de cinq décennies, les revenus, la productivité et la participation au marché ont augmenté de manière démontrable là les femmes ont le soutien voulu pour prendre les rênes et investir.

Le FIDA approche de la cinquantaine, et nous avons de quoi être fiers de notre contribution singulière, qui est – j'insiste sur ce point – celle de tous nos États membres et des populations rurales que nous servons.

Nous sommes la seule institution financière internationale ayant pour mandat explicite de travailler au premier kilomètre, main dans la main avec les communautés rurales. Des décennies de partenariat avec les États et les institutions locales, y compris dans des zones isolées et fragiles où l'investissement fait le plus défaut, ont fait du FIDA une présence fiable et un partenaire de choix.

Depuis notre fondation en 1977, nous avons contribué à transformer la vie de centaines de millions de personnes rurales. Dans les mois à venir, nous communiquerons nos plans pour ce cinquantième anniversaire – un hommage non pas uniquement pour le FIDA, mais à tout ce nous pouvons accomplir lorsque les Membres, partenaires et communautés rurales investissent ensemble dans une mission commune.

Ensemble, nous avons investi – ensemble nous cueillerons les fruits.

Je vous remercie.

Discours de clôture de M. Alvaro Lario, Président du FIDA

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Excellences,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Chers collègues et amis,

Permettez-moi avant tout de remercier le Bureau, ainsi que tous les représentants de toutes les listes, pour votre collaboration au cours des deux derniers jours.

Je tiens aussi à remercier les intervenants et invités spéciaux qui nous ont accompagnés. Enfin, ma reconnaissance va aux techniciens, interprètes et membres du personnel de toute l'institution qui ont travaillé en coulisses pour que tout se fasse. Plus d'un an de travail s'achève et nous entamons déjà les préparatifs de l'année prochaine, la cinquantième session du Conseil, qui donnera le coup d'envoi des festivités du cinquantenaire.

Cette année est aussi une année de reconstitution des ressources, ce qui nous donne clairement l'occasion de vraiment donner effet aux nombreuses conversations que nous avons eues aujourd'hui. Au cours des deux derniers jours, une priorité est revenue encore et encore: les jeunes, en particulier les jeunes entrepreneurs – vous l'avez entendu aujourd'hui et hier – et leur potentiel dans toute la chaîne de valeur.

Sur la Grande Scène, nous avons entendu des témoignages directs de leurs difficultés et de certains défis qu'il nous faut prendre à bras-le-corps au prix d'un travail commun, des choix qu'ils sont forcés de faire, et de la persévérance qui leur donne des forces et fait vivre leurs entreprises. Nous avons également vu leurs idées, leurs espoirs et leur leadership en action.

Je le notais hier, cette génération, dont dépend pourtant l'avenir de l'agriculture, est aussi celle d'un fossé entre son potentiel et les investissements, services et financements voulus pour qu'il se réalise.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

À la table ronde d'aujourd'hui, nous avons entendu très clairement vos souhaits: rester concentrés et efficaces, renforcer la résilience face aux chocs climatiques et à la fragilité, investir dans les jeunes et les femmes, approfondir les partenariats – y compris avec le secteur privé – et veiller à ce que les investissements du FIDA soient en phase avec le contexte et les priorités des pays. Les priorités que vous nous avez communiquées aujourd'hui continueront de guider tout notre travail au cours des années à venir.

Excellences,

Je suis fier de ce que le FIDA apporte, lui qui a su renforcer sa capacité à produire des résultats au bon ordre de grandeur.

Il doit son existence à la clairvoyance de celles et ceux qui, il y a près de cinq décennies, ont créé une institution conçue pour investir systématiquement et à grande échelle dans les zones rurales.

Nos prédécesseurs avaient compris qu'une institution financière internationale pouvait utiliser ses ressources et son expertise pour réduire la pauvreté par des investissements ciblés dans les populations rurales et les systèmes alimentaires, et ce faisant créer des perspectives économiques, renforcer la sécurité alimentaire et accompagner les communautés rurales à mesure qu'elles construisent leur prospérité.

Ces points d'entente n'ont rien perdu de leur actualité. Mon objectif est de faire en sorte que le FIDA continue d'assumer son rôle spécifique dès le premier kilomètre. Cela signifie rester concentré sur les données et les résultats: production, accès au marché et revenus.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Pour conclure, je tiens à remercier aussi tout le personnel du FIDA qui a travaillé sans relâche pendant plus d'un an, comme je l'ai dit, pour soutenir ce Conseil des gouverneurs, et qui sait se dépasser pour que le FIDA puisse répondre à l'appel chaque jour. Je vous prie de bien vouloir les applaudir avec moi.

Je vous remercie toutes et tous de votre confiance et de votre soutien. Cette année, c'est plus important que jamais. Demain, nous discuterons plus avant de l'importance de serrer les rangs face à certains des grands enjeux qui nous occupent, souvent dans des situations de fragilité, dans des contextes très difficiles et dans des zones isolées très difficiles à atteindre. C'est toute la raison d'être du FIDA – prendre ces défis à bras-le-corps, faire référence et construire des investissements à élargir et intégrer ensuite dans les programmes nationaux de développement. Merci pour votre attachement à ce parcours commun.

J'ai hâte de vous accueillir à nouveau à la cinquantième session du Conseil des gouverneurs, dont les préparatifs débutent déjà. Il nous tarde d'accueillir de nombreux chefs d'État et autres invités de marque. Cette session ouvrira aussi le bal des festivités pour le cinquantenaire, qui est à marquer d'une pierre blanche; nous nous réjouissons à la perspective de vous y retrouver.

Je vous remercie.

Discours de clôture du Gouverneur pour la République fédérale du Nigéria, l'honorable sénateur Abubakar Kyari, Commandeur de l'Ordre du Niger, Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, président du Conseil des gouverneurs du FIDA

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs les délégués,

Mesdames et Messieurs,

Alors que la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA touche à sa fin, je tiens à exprimer ma sincère gratitude à chacun d'entre vous, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, délégués et partenaires, pour votre collaboration active et vos contributions réfléchies au cours des deux derniers jours.

Permettez-moi de vous dire combien je suis touché de la confiance que vous m'avez accordée en m'élisant à la présidence de cette session.

Je suis profondément reconnaissant de son soutien au Gouvernement de la République fédérale du Nigéria, sous la direction de Son Excellence le Président Bola Ahmed Tinubu, Grand Commandeur de l'ordre de la République fédérale, qui par son remarquable attachement à la sécurité alimentaire et à la transformation agricole entraîne tout son pays dans un fructueux effort de gouvernance de cet enjeu, aux plans national et mondial.

J'accepte cette responsabilité avec humilité, profondément conscient de mon devoir envers les femmes et les hommes ruraux que le FIDA sert à travers le monde.

Le thème de cette session, « De la ferme au marché: investir aux côtés des jeunes entrepreneurs », a suscité un dialogue riche et plein d'espoir. Il nous a été rappelé que les investissements, la confiance et les opportunités offertes aujourd'hui à nos jeunes entrepreneurs sont les marchés florissants et la prospérité partagée de demain.

En ce qui concerne le passage de la ferme au marché, les débats ont bien montré que l'enjeu n'est pas uniquement la production. Ce sont les gens. Ce sont les jeunes innovateurs bouillonnants et déterminés à se donner des moyens d'existence durables et à transformer les économies rurales.

Durant la manifestation sur la grande scène, « Les jeunes entrepreneurs, cheville ouvrière de la transformation: de la vision à l'impact », le Président du FIDA et Tony Elumelu ont souligné le rôle transformateur de l'entrepreneuriat des jeunes dans la revitalisation des économies rurales et des systèmes alimentaires. Le témoignage des jeunes entrepreneurs qui ont su tirer un impact de leur vision montre bien tout ce que l'on peut obtenir d'un investissement ciblé dans des conditions favorables.

Donner aux jeunes un accès au financement, aux compétences, au mentorat et aux marchés, ce n'est pas seulement soutenir telle ou telle entreprise. C'est renforcer les chaînes de valeur, générer de l'emploi, favoriser l'innovation et assurer notre avenir économique commun.

Nous avons eu le privilège d'entendre Son Excellence Maryam bint Ali bin Nasser Al Misnad, Ministre d'État à la coopération internationale de l'État du Qatar, et Son Excellence Reuben Mtolo Phiri, Ministre de l'agriculture de la République de Zambie, s'exprimant au nom de Son Excellence le Président, M. Hakainde Hichilema. Felipe Paullier, Sous-Secrétaire général aux affaires de la jeunesse, s'est également adressé à la salle par vidéo. Tous ont insisté sur l'urgence de nourrir la réflexion, de renforcer les passages de la ferme au marché, et de construire un avenir sûr, inclusif et durable.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Nous avons examiné quelques points indispensables à la mission du FIDA, notamment l'approbation des budgets du Fonds, l'établissement de la Consultation sur la

Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA, et l'adoption d'un système de vote électronique.

Mais nous avons fait bien plus que cela. Nous avons étudié comment les institutions financières internationales peuvent mobiliser des investissements coordonnés, pris en main par les pays, dès le premier kilomètre. Nous avons envisagé les investissements stratégiques dans la sécurité hydrique comme moyen pour les petits exploitants agricoles de s'adapter aux changements climatiques et de construire un avenir résilient. Nous nous sommes intéressés aux chaînes de valeur inclusives, à la gestion des risques, aux partenariats avec le secteur privé et au rôle central des agricultrices dans l'avancement de la prospérité rurale.

À l'occasion de l'Année internationale des agricultrices, nous avons eu l'honneur d'entendre Son Excellence Mary Robinson, cofondatrice de Project Dandelion et ancienne Présidente de l'Irlande. Il a été question du rôle des femmes, en particulier les jeunes femmes, comme moteurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans les communautés rurales, et de l'effet d'un soutien ciblé pour les systèmes alimentaires et comme élargissement des perspectives.

Nous avons également commémoré les progrès constants faits depuis l'adoption de la Journée internationale des envois de fonds à la famille. Les envois de fonds restent un instrument fort de développement inclusif et durable, qui renforce la résilience, sert l'inclusion financière, donne aux jeunes des moyens d'action et atténue les facteurs de la migration.

La Table ronde annuelle des Gouverneurs a offert une plateforme précieuse pour réfléchir aux priorités stratégiques pour la prochaine période de reconstitution des ressources du FIDA. Vos réflexions contribueront à façonner le processus de la Consultation sur FIDA14 et à orienter les efforts du Fonds pour obtenir un impact plus large à grande échelle dans les années à venir. Vos interventions ont réaffirmé l'importance du multilatéralisme et insisté sur notre attachement commun au mandat du FIDA au service des communautés rurales du monde entier.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Ce fut à la fois un plaisir et un profond honneur de présider cette quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs.

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à mes collègues du Bureau, à Son Excellence M. Gabriel Mbairobe, Ministre de l'agriculture et du développement rural de la République du Cameroun et Gouverneur pour la République du Cameroun, ainsi qu'à Son Excellence Christophe Schiltz, Gouverneur pour le Grand-Duché de Luxembourg, pour leur collaboration et leur soutien indéfectibles.

Je remercie sincèrement le Président du FIDA, Son Excellence Alvaro Lario, de son engagement, de sa passion et de son leadership exigeant à la tête du Fonds; la Vice-Présidente, Son Excellence Gerardine Mukeshimana; la Secrétaire du FIDA, Claudia ten Have; et l'équipe de direction pour leur leadership et leur détermination à faire avancer le mandat du Fonds.

Des remerciements particuliers vont à Monsieur Yaya Adisa Olaitan Olaniran, Représentant permanent de la République fédérale du Nigéria auprès des organismes des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome, pour son engagement diplomatique constant et son soutien.

Je salue également le bureau de pays du FIDA au Nigéria, sous la direction du Directeur de pays Dede Ekoue, et les bureaux de pays et équipes de terrain du FIDA toutes régions confondues, qui, par leur travail acharné, continuent de traduire les politiques en un impact significatif pour les communautés rurales.

Enfin, je n'oublie pas l'équipe du Secrétariat, les interprètes, les techniciens, les messagers et les membres du personnel et chacun de celles et ceux qui travaillent en coulisses et dont le professionnalisme a garanti le bon déroulement de la session.

Je vous demande de les applaudir – ils l'ont bien mérité.

Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

La session touche à sa fin, mais notre travail se poursuit.

Portons ensemble la cause du FIDA. Défendons son rôle indispensable dans la lutte contre la pauvreté et la faim. Continuons d'ouvrir le champ des possibles: c'est à la moisson d'aujourd'hui que se ravitailleront les générations à venir.


Sur cette réflexion, je déclare close la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs.

Je vous remercie.



Investir dans les populations rurales

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

 facebook.com/ifad

 instagram.com/ifad_org

 linkedin.com/company/ifad

 x.com/ifad

 youtube.com/user/ifadTV